

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre le 1^{er} août 2012 et le 31 décembre 2012. / Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom 1. August 2012 bis zum 31. Dezember 2012.

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

Législation / Gesetzgebung	3
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	3
II. Droit communautaire / Europarecht.....	3
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	4
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	7
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl).....	7
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	7
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	7
IV. Droit fédéral / Bundesrecht.....	8
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	8
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse.....	11
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl).....	12
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	12
Jurisprudence / Rechtsprechung	14

I.	Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) ...	14
II.	Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl).....	15
III.	Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl).....	19
IV.	Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	22
V.	Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	33
Doctrines / Lehre		39
I.	Doctrines internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl).....	39
Articles / Aufsätze.....		39
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		39
Assurances sociales		40
Droits des patients, droit de la personnalité.....		40
Ethique biomédicale.....		42
Euthanasie		42
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		43
Génétique humaine et biotechnologies.....		44
Médecine légale		44
Médecine du sport.....		45
Mesures médicales spéciales		45
Nouvelles techniques de l'information et santé.....		46
Personnes âgées et santé.....		46
Procréation médicalement assistée		46
Recherche biomédicale		47
Responsabilité médicale.....		48
Santé mentale et psychique		49
SIDA, lutte contre les épidémies.....		50
Système de santé, politique de la santé		50
Transplantations.....		51
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien		51
II.	Doctrines suisse / Schweizerische Lehre	51
Articles / Aufsätze.....		51
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		51
Assurances sociales.....		52
Droits des patients, droit de la personnalité.....		54
Ethique biomédicale.....		54
Euthanasie		54
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		54
Génétique humaine et biotechnologies.....		55

Médecine légale	55
Médecine du sport.....	56
Mesures médicales spéciales.....	56
Nouvelles techniques de l'information et santé.....	56
Personnes âgées et santé.....	56
Procréation médicalement assistée.....	56
Recherche biomédicale	56
Responsabilité médicale.....	56
Santé mentale et psychique	57
SIDA, lutte contre les épidémies.....	57
Système de santé, politique de la santé	57
Transplantations.....	57
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....	57

Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Laura AMEY, Slim BEN YOUNÉS, Eva BLOUDANIS, Nathalie BRUNNER, Natacha
CAVALERI, Rachel CHRISTINAT, Leila GHASSEMI, Olivier GUILLOD, Daniel KRAUS, Jean
PERRENOUD, Beatrice STIRNER, Marinette UMMEL et Valérie WYSSBROD.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

(pas de notice pour la présente rubrique)

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 180 [2012] - 020 [2013] et JOCE C 200 [2012] - 020 [2013])

Droit édicté / Erlassenes Recht

Règlement (UE) no 722/2012 de la Commission du 8 août 2012 relatif aux prescriptions particulières en ce qui concerne les exigences prévues aux directives 90/385/CEE et 93/42/CEE du Conseil pour les dispositifs médicaux implantables actifs et les dispositifs médicaux fabriqués à partir de tissus d'origine animale.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:212:0003:0012:FR:PDF>

2012/C 264/01

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juillet 2012 au 31 juillet 2012 [Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

2012/C 264/02

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juillet 2012 au 31 juillet 2012 (Décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE)

2012/C 293/01

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er août 2012 au 31 août 2012 [Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

2012/C 293/02

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er août 2012 au 31 août 2012 [décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/EC ou de l'article 38 de la directive 2001/82/EC]

Directive d'exécution 2012/25/UE de la Commission du 9 octobre 2012 établissant des procédures d'information pour l'échange, entre États membres, d'organes humains destinés à la transplantation.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:275:0027:0032:FR:PDF>

Directive 2012/26/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne la pharmacovigilance

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:299:0001:0004:FR:PDF>

Cadre politique de l'Union en matière de lutte contre les violences faites aux femmes

Résolution du Parlement européen du 5 avril 2011 sur les priorités et la définition d'un nouveau cadre politique de l'Union en matière de lutte contre la violence à l'encontre des femmes (2010/2209(INI))

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:296E:0026:0033:FR:PDF>

2012/C 328/01

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er septembre 2012 au 30 septembre 2012(Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil)

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:328:0001:0007:FR:PDF>

2012/C 328/02

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er septembre 2012 au 30 septembre 2012(décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/EC ou de l'article 38 de la directive 2001/82/EC)

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:328:0008:0051:FR:PDF>

Règlement (UE) no 1048/2012 de la Commission du 8 novembre 2012 relatif à l'autorisation d'une allégation de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction d'un risque de maladie

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:310:0038:0040:FR:PDF>

Décision d'exécution de la Commission du 14 novembre 2012 établissant un format commun pour la transmission des informations conformément à la directive 2010/63/UE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques [notifiée sous le numéro C(2012) 8064]

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:320:0033:0050:FR:PDF>

Directive 2012/39/UE de la Commission du 26 novembre 2012 modifiant la directive 2006/17/CE concernant certaines exigences techniques relatives au contrôle de tissus et de cellules d'origine humaine

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:327:0024:0025:FR:PDF>

2012/C 371/01

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er août 2012 au 31 août 2012 [Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:371:0001:0001:FR:PDF>

2012/C 371/02

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er août 2012 au 31 août 2012 (décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE)

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:371:0002:0006:FR:PDF>

2012/C 371/03

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er octobre au 31 octobre 2012 [Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:371:0007:0025:FR:PDF>

2012/C 371/04

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er octobre 2012 au 31 octobre

2012(décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE)

<http://eur->

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:371:0026:0036:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:371:0026:0036:FR:PDF)

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/index.cfm>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

Frankreich / France

Revue critique de droit international privé, no 2, avril-juin 2012, p. 451. Décret no 2012-467 du 11 avril 2012 relatif à la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires et aux études sur l'embryon.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

CM/Rec(2012)8F / 12 septembre 2012

Recommandation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres sur la mise en œuvre des principes de bonne gouvernance dans les systèmes de santé (adoptée par le Comité des Ministres le 12 septembre 2012, lors de la 1149e réunion des Délégués des Ministres)

CM/Rec(2012)12F / 10 octobre 2012

Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres relative aux détenus étrangers (adoptée par le Comité des Ministres le 10 octobre 2012, lors de la 1152e réunion des Délégués des Ministres)

CM/Rec(2012)10F / 19 septembre 2012

Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection des enfants et des jeunes sportifs contre des problèmes liés aux migrations (adoptée par le Comité des Ministres le 19 septembre 2012, lors de la 1151e réunion des Délégués des Ministres)

Avis du Comité économique et social européen sur le thème «Éradication de la violence domestique à l'encontre des femmes» (avis d'initiative)

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:351:0021:0026:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:351:0021:0026:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:351:0021:0026:FR:PDF)

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2012 N° 32 (8 AOÛT 2012) – 2013 N° 2 (22 JANVIER 2013)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Loi sur les épidémies. Prorogation du ch. II de la modification du 6 octobre 2006 de la loi du 18 décembre 1970 sur les épidémies (approvisionnement de la population en produits thérapeutiques), du 14 décembre 2012, en vigueur dès le 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2016 (loi déclarée urgente), RO 2012 7281.

Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI), du 19 juin 1959. Modification du 15 juin 2012 (6e révision de l'AI, deuxième volet: prise en charge des traitements stationnaires hospitaliers), en vigueur dès le 1er janvier 2013, RO 2012 5559.

Règlement sur l'assurance-invalidité (RAI), du 17 janvier 1961. Modification du 10 octobre 2012, en vigueur dès le 1er janvier 2013, RO 2012 5561.

Ordonnance concernant la remise de moyens auxiliaires par l'assurance-invalidité (OMAI), du 29 novembre 1976. Modification du 28 novembre 2012, en vigueur dès le 1er janvier 2013, RO 2012 6849.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), du 29 septembre 1995.

- Modification du 13 août 2012, en vigueur dès le 1er septembre 2012 (nouvelle liste des analyses), RO 2012 4347.
- Modification du 16 octobre 2012, en vigueur dès le 1er janvier 2013 (art. 9 : diététiciens et organisations de diététique), RO 2012 5829.
- Modification du 15 novembre 2012, en vigueur dès le 1er janvier 2013 (vaccinations prophylactiques, dépistage précoce de certaines maladies et modification des annexes 1, 2 et 3), RO 2012 6587.

Ordonnance du DFI sur les fichiers de données pour la transmission des données entre fournisseurs de prestations et assureurs, du 20 novembre 2012, en vigueur dès le 1er janvier 2013, RO 2012 7159.

Ordonnance du DFI sur l'échange de données relatif à la réduction des primes (OEDRP-DFI), du 13 novembre 2012, en vigueur dès le 1er janvier 2013, RO 2012 6853.

Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes 2013 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 29 octobre 2012, en vigueur dès le 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2013, RO 2012 6223.

Ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes moyennes 2013 permettant de calculer la réduction de primes dans l'Union européenne, en Islande et en Norvège, du 7 décembre 2012, en vigueur dès le 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2013, RO 2012 7163.

Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Répartition des subsides fédéraux entre les cantons pour 2013. Tableau de l'Office fédéral de la santé publique du 4 décembre 2012, FF 2012 8516.

Ordonnance du DFI sur les déclarations de médecin et de laboratoire, du 13 janvier 1999. Modification du 22 octobre 2012, en vigueur dès le 1er novembre 2012, RO 2012 5827.

Ordonnance du DFI sur les tableaux des stupéfiants, des substances psychotropes, des précurseurs et des adjuvants chimiques (Ordonnance sur les tableaux des stupéfiants, OTStup-DFI), du 30 mai 2011. Modification du 20 novembre 2012, en vigueur dès le 1er décembre 2012, RO 2012 6803.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les exigences relatives à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments (Ordonnance sur les exigences relatives aux médicaments, OEMéd), du 9 novembre 2001. Modification du 7 septembre 2012, en vigueur dès le 1er janvier 2013, RO 2012 5651.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur l'autorisation simplifiée de médicaments et l'autorisation de médicaments sur annonce (OASMéd), du 22 juin 2006. Modification du 7 septembre 2012, en vigueur dès le 1er janvier 2013, RO 2012 5677.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées, du 9 novembre 2001. Modification du 7 septembre 2012, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2013, RO 2012 5053.

Accord complémentaire du 21 mai 2012 à l'échange de notes du 11 décembre 2001 concernant la validité de la législation suisse sur les produits thérapeutiques au Liechtenstein, relatif à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments contenant de nouvelles substances actives, RO 2012 4539.

Ordonnance sur la procréation médicalement assistée (OPMA), du 4 décembre 2000. Modification du 31 octobre 2012, en vigueur dès le 1er janvier 2013 (registre des donneurs de sperme), RO 2012 6097.

Ordonnance du DFI sur l'analyse génétique humaine (OAGH-DFI) du 27 février 2007. Modification du 23 août 2012, en vigueur dès le 1er octobre 2012, RO 2012 5051.

Ordonnance de l'OFFT sur la formation professionnelle initiale d'assistante médicale/assistant médical avec certificat fédéral de capacité (CFC). Modification du 9 août 2012, en vigueur dès le 1er septembre 2012, RO 2012 4577.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL 2012 N° 32 (8 AOÛT 2012) – 2013 N° 2 (22 JANVIER 2013)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Loi fédérale sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme (Loi sur les épidémies, LEp), du 28 septembre 2012 (délai référendaire : 17 janvier 2013), FF 2012 7543.

Message relatif à la prorogation de la loi fédérale urgente du 6 octobre 2006 modifiant la loi sur les épidémies (Approvisionnement de la population en produits thérapeutiques), du 31 octobre 2012, FF 2012 8323 (la loi a été acceptée et déclarée urgente le 14 décembre 2012 et est entrée en vigueur le 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2016, RO 2012 7281).

Message concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (Réintroduction temporaire de l'admission selon le besoin), du 21 novembre 2012, FF 2012 8709 (et projet de modification de la LAMal, FF 2012 8723).

Message concernant la modification de la loi sur les produits thérapeutiques, du 7 novembre 2012, FF 2013 1 (et projet de modification de la LPTh, FF 2013 131).

Initiative populaire fédérale «Pour un financement raisonnable des dépenses de santé». Examen préliminaire. Décision de la Chancellerie fédérale du 14 août 2012 (délai imparti pour la récolte des signatures: 28 février 2014), FF 2012 7311.

Organisation de la lutte contre la pandémie de grippe. Rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats, du 22 août 2012, FF 2013 211.

Procédure de consultation (jusqu'au 22 mars 2013). DFI. Loi fédérale sur l'enregistrement des maladies oncologiques (LEMO), FF 2012 9040.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(Selon les informations disponibles sur le site de l'Institut du fédéralisme
<http://www.lexfind.ch>)

Aargau / Argovie

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten (Patientenverordnung, PatV) Vom 11. November 2009 (modifications importantes)

<http://www.lexfind.ch/dta/30090/2/333.111.pdf>

Basel-Landschaft / Bâle Campagne

Gesundheitsgesetz (GesG) vom 21. Februar 2008 (GS 36.0808) (modifications)

<http://www.lexfind.ch/dta/20770/2/901.0.pdf>

Obwalden / Obwald

Verordnung über Patientenrechte vom 24. Oktober 1991 (modifications)

<http://www.lexfind.ch/dtah/94244/2/830310.pdf>

Schaffhausen / Schaffhouse

Gesundheitsgesetz (GesG) vom 21. Mai 2012

<http://www.lexfind.ch/dta/11618/2/810.100.pdf>

Zürich / Zurich

Patientinnen- und Patientengesetz (vom 5. April 2004) (modifications)

http://www.lexfind.ch/dtah/94415/2/813.13_5.4.04_79.pdf

Note: de nombreux textes législatifs cantonaux ont en outre été ajoutés ou modifiés suite à l'entrée en vigueur des modifications de la LAMal en 2012.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse / Schweiz

ACADÉMIE SUISSE DES SCIENCES MÉDICALES, Potentiel et limites de la «médecine individualisée» (personalized medicine) : feuille de route de l'ASSM, *Bulletin des médecins suisses*, n° 50, 2012, p. 1851.

<http://www.saez.ch/docs/saez/2012/50/fr/BMS-01126.pdf>

Les directives de l'ASSM «Mesures de soins intensifs» mises en consultation, *Bulletin des médecins suisses*, n° 49, 2012, p. 1817.

ROBERT C.-F., Recommandations de la Commission d'éthique [neuchâteloise] en ce qui concerne la qualité de vie dans les EMS : prévention de la maltraitance, *SNM News*, n° 73, automne 2012, p. 14.

Etranger/Ausland

France / Frankreich

Droit, déontologie & soin, vol. 12, n° 4, décembre 2012, p. 445. SAFAR, S. H., Information du patient : recommandation pratique de l'HAS [Haute Autorité de Santé] de mai 2012 et jurisprudence de référence.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

Arrêt de la CourEDH du 28 août 2012, Costa et Pavan c. Italie.

Le droit italien interdisant le diagnostic préimplantatoire est contraire à l'article 8 CEDH. Il est en effet contradictoire dans la mesure où il admet un diagnostic prénatal et une interruption de grossesse si un fœtus est atteint de la maladie génétique que le diagnostic préimplantatoire aurait permis de détecter plus précocement.

Arrêt de la CourEDH du 3 juillet 2012, X. c. Finlande.

Un traitement forcé administré à un patient psychiatrique sur la base d'une décision initiale d'internement par les médecins de l'établissement, sans expertise psychiatrique indépendante et sans possibilité de s'y opposer, viole les articles 5 et 8 CEDH.

Arrêt de la CourEDH du 2 octobre 2012, Pleso. c. Hongrie.

L'internement et le traitement forcé pendant un mois d'un patient psychiatrique ne présentant pas un danger imminent pour lui-même ou pour autrui est contraire à l'article 5 CEDH.

Claes c. Belgique (requête no 43418/09) du 10 janvier 2013. Voir aussi aux mêmes dates : Dufoort c. Belgique (n° 43653/09) et Swennen c. Belgique (n° 53448/10)

Les requérants sont André Claes, Michel Dufoort et Maurice Swennen, ressortissants belges nés respectivement en 1952, 1970 et 1948. M. Claes est actuellement interné à l'annexe psychiatrique de la prison de Louvain (Belgique), M. Dufoort et M. Swennen, à l'annexe psychiatrique de la prison de Merksplas. Les affaires concernent leur internement sur décision de justice, suite à des faits respectifs d'agressions sexuelles répétées, de tentative de meurtre et de viols sur mineurs. Invoquant l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants), M. Claes se plaignait de sa détention pendant plus de 15 ans dans une annexe psychiatrique de prison où il disait ne pas bénéficier des soins et de

l'encadrement appropriés à son état et ne pas avoir de perspective réaliste de reclassement. Sous l'angle de l'article 5 § 1 (droit à la liberté et à la sûreté), les trois requérants se plaignaient de leur privation de liberté. Sous l'angle de l'article 5 § 4 (droit de faire statuer à bref délai sur la légalité de sa détention), M. Claes et M. Dufoort alléguaient que leurs recours devant les instances de défense sociale avaient été inéquitables et inefficaces. M. Swennen se plaignait en outre sous l'angle de l'article 6 § 1 (droit d'accès à un tribunal) du rejet de sa demande d'aide judiciaire par la Cour de cassation.

Violation de l'article 3 concernant M. Claes

Violation de l'article 5 § 1 e) concernant M. Claes et M. Dufoort

Violation de l'article 5 § 4 concernant M. Claes

Non-violation de l'article 5 § 4 concernant M. Dufoort

Violation de l'article 5 § 1 concernant M. Swennen

Europäische Grundrechte-Zeitschrift, 20. November 2012, 39.Jg. Heft 20-21, p. p. 616. Koch gegen Deutschland, 19.7.12.

Europäischer Gerichtshof für Menschenrechte (EGMR), Straßburg, enthält sich einer konkreten materiell-rechtlichen Beurteilung der Sterbehilfe, erkennt jedoch auf Verletzung des verfahrensrechtlichen Aspekts von Art. 8 EMRK (Achtung des Privatlebens)

Journal du droit international, no 3, 2012, p. 1076. CEDH. -1ère sect.- 20 janv. 2011.- no 31322107. – Haas c/ Suisse.

Suicide assisté.- Article 8. -Droit de décider de quelle manière et à quel moment sa vie doit prendre fin. -Se suicider dans la dignité. -Assistance au suicide. - Obligation positive de mise en place d'une procédure garantissant l'existence d'une volonté libre et éclairée chez la personne voulant mettre fin à sa vie. - Droit au respect de sa vie privée.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

Affaire C-219/11.

Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 22 novembre 2012. Brain Products GmbH contre BioSemi VOF et autres. Demande de décision préjudicielle: Bundesgerichtshof - Allemagne.

Renvoi préjudiciel - Dispositifs médicaux - Directive 93/42/CEE - Champ d'application - Interprétation de la notion de 'dispositif médical' - Produit commercialisé à usage non médical - Étude d'un processus physiologique - Libre circulation des marchandises.

Affaire T-78/11 P.

Ordonnance du Tribunal (chambre des pourvois) du 4 décembre 2012. Erika Lenz contre Commission européenne.

Pourvoi - Fonction publique - Fonctionnaires - Sécurité sociale - Prise en charge des frais afférents à des soins dispensés par un 'Heilpraktiker' - Obligation de motivation - Dénaturation des éléments de fait.

Affaire C-457/10 P.

Arrêt de la Cour (première chambre) du 6 décembre 2012.

AstraZeneca AB et AstraZeneca plc contre Commission européenne.

Pourvoi - Concurrence - Abus de position dominante - Marché des médicaments antiulcéreux - Utilisation abusive des procédures relatives aux certificats complémentaires de protection pour les médicaments et des procédures d'autorisation de mise sur le marché des médicaments - Déclarations trompeuses - Retrait des autorisations de mise sur le marché - Obstacles à la mise sur le marché des médicaments génériques et aux importations parallèles.

Affaire C-130/11.

Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 19 juillet 2012.

Neurim Pharmaceuticals (1991) Ltd contre Comptroller-General of Patents.

Demande de décision préjudicielle: Court of Appeal (England & Wales) (Civil Division) - Royaume-Uni.

Médicaments à usage humain - Certificat complémentaire de protection - Règlement (CE) n° 469/2009 - Article 3 - Conditions d'obtention - Médicament ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché en cours de validité - Première autorisation - Produit autorisé successivement comme médicament vétérinaire et médicament humain.

Affaire C-245/11.

Arrêt de la Cour (grande chambre) du 6 novembre 2012. K contre Bundesasylamt.

Demande de décision préjudicielle: Asylgerichtshof - Autriche.

Règlement (CE) n° 343/2003 - Détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers - Clause humanitaire - Article 15 de ce règlement - Personne bénéficiant de l'asile dans un État membre dépendante de l'assistance du demandeur d'asile en raison du fait qu'elle est atteinte d'une maladie grave - Article 15, paragraphe 2, du règlement - Obligation de cet État membre, qui n'est pas responsable au regard des critères énoncés au chapitre III du même règlement, d'examiner la demande d'asile présentée par ledit demandeur d'asile - Conditions.

Affaire C-308/11 - Chemische Fabrik Kreussler

Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 6 septembre 2012.

Chemische Fabrik Kreussler & Co. GmbH contre Sunstar Deutschland GmbH.

Demande de décision préjudicielle: Oberlandesgericht Frankfurt am Main - Allemagne. Directive 2001/83/CE - Médicaments à usage humain - Article 1er, point 2, sous b) - Notion de 'médicament par fonction' - Définition de la notion d'action pharmacologique'.

Affaire C-84/11: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 21 juin 2012

(demande de décision préjudicielle du Korkein hallinto-oikeus — Finlande) — procédure engagée par Marja-Liisa Susisalo, Olli Tuomaala, Merja Ritala (Article 49 TFUE — Liberté d'établissement — Santé publique — Pharmacies — Régime national d'autorisation d'exploitation des pharmacies — Établissement de succursales — Conditions différentes selon qu'il s'agit de pharmacies privées ou de la pharmacie de l'université d'Helsinki — Pharmacie de l'université d'Helsinki ayant des responsabilités particulières liées à l'enseignement de la pharmacie et à l'approvisionnement en médicaments)

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:250:0006:0006:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:250:0006:0006:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:250:0006:0006:FR:PDF)

Affaire C-130/11: Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 19 juillet 2012

[demande de décision préjudicielle de la Court of Appeal (England & Wales) (Civil Division) — Royaume-Uni] — Neurim Pharmaceuticals (1991) Ltd/Comptroller-General of Patents [Médicaments à usage humain — Certificat complémentaire de protection — Règlement (CE) n° 469/2009 — Article 3 — Conditions d'obtention — Médicament ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché en cours de

validité — Première autorisation — Produit autorisé successivement comme médicament vétérinaire et médicament humain]

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:295:0009:0010:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:295:0009:0010:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:295:0009:0010:FR:PDF)

Affaire C-477/11 P: Ordonnance de la Cour du 14 mai 2012 — Sepracor Pharmaceuticals (Ireland) Ltd/Commission européenne

[Pourvoi — Règlement (CE) n° 726/2004 — Médicaments à usage humain — Substance active «eszopiclone» — Autorisation de mise sur le marché — Procédure — Prise de position de la Commission — Qualité de «nouvelle substance active» — Notion d'acte attaquant]

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:303:0006:0006:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:303:0006:0006:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:303:0006:0006:FR:PDF)

Arrêt de la Cour du 30 mars 2012 dans l'affaire E-7/11 — Grund, elli- og hjúkrunarheimili contre Agence islandaise des médicaments (Lyfjastofnun)

(Directive 2001/83/CE — Libre circulation des marchandises — Produits pharmaceutiques — Importation parallèle — Rapports de contrôle — Protection de la santé publique — Justification — Exigences linguistiques pour l'étiquetage et les notices)

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:307:0024:0024:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:307:0024:0024:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:307:0024:0024:FR:PDF)

Arrêt de la Cour du 15 décembre 2011 dans l'affaire E-1/11 — Dr A

(Libre circulation des personnes — Directive 2005/36/CE — Reconnaissance des qualifications professionnelles — Protection de la santé publique — Non-discrimination — Proportionnalité)

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:307:0022:0022:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:307:0022:0022:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:307:0022:0022:FR:PDF)

Affaire C-544/10: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 6 septembre 2012 (demande de décision préjudicielle du Bundesverwaltungsgericht — Allemagne) — Deutsches Weintor eG/Land Rheinland-Pfalz

[Renvoi préjudiciel — Rapprochement des législations — Santé publique — Information et protection des consommateurs — Étiquetage et présentation des denrées alimentaires — Notions d'«allégations nutritionnelles» et de «santé» — Règlement (CE) n° 1924/2006 — Qualification d'un vin de «digeste» — Indication d'une teneur en acidité réduite — Boissons titrant plus de 1,2 % d'alcool en volume — Interdiction d'allégations de santé — Charte des droits fondamentaux de

l'Union européenne — Article 15, paragraphe 1 — Liberté professionnelle — Article 16 — Liberté d'entreprise — Compatibilité]

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:331:0003:0003:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:331:0003:0003:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:331:0003:0003:FR:PDF)

Affaire C-308/11: Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 6 septembre 2012 (demande de décision préjudicielle du Oberlandesgericht Frankfurt am Main — Allemagne)

Chemische Fabrik Kreussler & Co. GmbH/Sunstar Deutschland GmbH, anciennement John O. Butler GmbH (Directive 2001/83/CE — Médicaments à usage humain — Article 1^{er}, point 2, sous b) — Notion de « médicament par fonction » — Définition de la notion d'« action pharmacologique »

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:331:0009:0009:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:331:0009:0009:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:331:0009:0009:FR:PDF)

Revue de droit de la santé 12/13, no 2, p. 155. Cour de justice de l'Union européenne 18 octobre 2011.

Directive 98/44/CE. Article 6, alinéa 2, sous c. Protection juridique d'inventions biotechnologiques. Obtention de cellules précurseurs à partir de cellules souches embryonnaires humaines. Brevetabilité. Exclusion « utilisation d'embryons humains à des fins industrielles ou commerciales ». Notions « embryons humains » et « utilisation à des fins industrielles ou commerciales ».

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

Medizinrecht, 2012, Vol. 30, H. 12, p. 813. Hypothetische Einwilligung; Darlegung eines Entscheidungskonflikts; Aufklärung bei der Behandlung Minderjähriger BGB §§ 280 Abs. 1, 823 Abs. 1, 253 Abs. 2. OLG Köln, Urt. v. 26. 10. 2011 – 5 U 46/11 (LG Bonn)

Geht mit einem Eingriff die Gefahr einer Querschnittslähmung einher, so ist regelmäßig davon auszugehen, dass sich der Patient bei ordnungsgemäßer Aufklärung in einem Entscheidungskonflikt befunden hätte.

Medizinrecht, 2012, Vol. 30, H. 12, p. 839. Medizinische Beratung im Internet und Verbot der Fernbehandlung Berufsordnung ÄK Niedersachsen §§ 7 Abs. 3 (alt), 12 Abs. 1. *Ärztliches BerufsG Nieders.*, *Urt. v. 7. 3. 2012 – BG 6/11*

Stellt ein Nutzer eines Internetforums eine speziell auf seinen Gesundheitszustand bezogene Frage und beantwortet der ärztliche Experte diese Frage speziell bezogen auf den Gesundheitszustand des Anfragenden, liegt eine individuelle ärztliche Beratung vor. Diese wird nicht dadurch zu einer allgemeinen Information, dass der Nutzer aufgrund der Hinweise auf den Internetseiten nur eine allgemeine Information erwarten kann. (Leitsatz der Bearbeiterin)

Medizinrecht, 2012, Vol. 30, H. 11, p. 743. Prädiktive Gendiagnostik im Familienverband und Haftungsrecht, BGB §§ 253, 823, OLG Koblenz, Beschl. v. 1. 2. 2012 – 5 W 63/12 (LG Bad Kreuznach)

Stellt der Arzt eine meist im Erwachsenenalter ausbrechende schwere Nervenkrankheit mit hohem Vererbungsrisiko fest, darf er der Bitte des Patienten, dessen geschiedene Ehefrau wegen der bei dieser lebenden ehelichen Kinder zu informieren, nicht entsprechen, weil eine medizinische Sachaufklärung bei Minderjährigen in Deutschland nicht statthaft ist, so dass sich für die Mutter aus der belastenden Information keinerlei Handlungsoption ergibt.

Medizinrecht, 2012, Vol. 30, H. 10, p. 673. Behandlungsfehler und dessen Ursächlichkeit für den Schaden, BGB §§ 195, 199, 280, 823; ZPO §§ 296 a, 531 Abs. 2 OLG Brandenburg, *Urt. v. 28. 10. 2010 – 12 U 30/10 (LG Potsdam)*

1. Zur Frage der Verjährung von Schadensersatzansprüchen aufgrund ärztlichen Behandlungsfehlers (hier: Kenntnis von alternativen Untersuchungsmethoden wie Mammographie und Biopsie bei Vorliegen eines zunächst als nicht bösartig eingeschätzten Tastbefundes).

2. Die Kenntnis von der Existenz, Anwendbarkeit und Zuverlässigkeit alternativer Untersuchungsmethoden verbunden mit der Kenntnis des sich schließlich daraus ergebenden Befundes (Tumor) sind hinreichend, um auch bei laienhafter Würdigung den Schluss zu ziehen, dass der Tumor bei frühzeitigerer Anwendung der Methoden auch eher hätte erkannt und behandelt werden können. Die wertende Kenntnis der Art und des Ausmaßes der Abweichung vom ärztlichen Standard sind demgegenüber für die Frage der Kenntnis i. S. von § 199 Abs. 1 Nr. 2 BGB unerheblich.

Medizinrecht, 2012, Vol. 30, H. 7, 456. Darlegungs- und Beweislasten für Kausalität und hypothetische Kausalität, BGB §§ 823, 249; ZPO § 286, BGH, *Urt. v. 7. 2. 2012 – VI ZR 63/11 (OLG Köln).*

1. Besteht die Pflichtverletzung in einer Unterlassung, ist diese für den Schaden nur dann kausal, wenn pflichtgemäßes Handeln den Eintritt des Schadens verhindert hätte. Die Darlegungs- und Beweislast hierfür trägt regelmäßig der Geschädigte.

2. Die haftungsbegrenzende Rechtsfigur des hypothetischen Kausalverlaufs bei rechtmäßigem Alternativverhalten kommt erst dann zum Tragen, wenn die Ursächlichkeit der durchgeführten rechtswidrigen Behandlung für den behaupteten Schaden festgestellt und mithin die Haftung grundsätzlich gegeben ist.

Entscheidungen des Bundesgerichtshofes in Zivilsachen, 190. Bd., 2012, p. 301.
Die Beziehungen zwischen einem deutschen Patienten und dem in einem Schweizer Spital beschäftigten und den Patienten behandelnden Arzt können auch dann, wenn zwischen ihnen kein vertragliches Rechtsverhältnis besteht, maßgeblich durch das zwischen dem Spitalträger und dem Patienten bestehende ärztliche Behandlungsverhältnis geprägt sein mit der Folge, dass gemäß Art.41 Abs. 2 Nr. 1 EGBGB Schweizer Recht zur Anwendung kommt.

Belgique / Belgien

Revue de droit de la santé 12/13, no 1, p. 49. Tribunal de première instance de Hasselt, cinquième chambre. 16 octobre 2006
Gynécologue. Responsabilité. Demande dite wrongful birth et demande dite wrongful life. Conflit d'intérêt (non). Intérêt légitime de l'enfant à introduire une demande de dédommagement, découlant de la loi sur l'interruption de grossesse. Estimation abstraite du dommage. Faute de diagnostic. La limite ultime pour une interruption de grossesse est la viabilité du fœtus. Obligation d'information du gynécologue. Lien causal. Obligation légale d'entretien.

France / Frankreich

Revue Droit & Santé, n° 48, juillet 2012, p. 477, CE, 24 avril 2012, 4^{ème} et 5^{ème} sous-sections réunies, req. n° 327915 (commentaire de Maud Morlaas-Courties)
L'indemnisation des dommages résultant de vaccinations obligatoires : application du régime jurisprudentiel de présomption d'imputabilité dans un contexte d'incertitude scientifique.

Revue Droit & Santé, n° 48, juillet 2012, p. 501, Décision n° 2012-249 QPC du 16 mai 2012, société Cryo-Save France (commentaire de Nicolas Millaire)

La gratuité et l'anonymat en matière de prélèvement de cellules restent d'actualité.

Revue Droit & Santé, n° 50, novembre 2012, p. 695, Cass. 1^{ère} civ., 12 juillet 2012, pourvoi n° 11-17510, FS P + B + I (commentaire de Paul Véron)

Revirement en matière de responsabilité pour défaut d'un produit de santé : application de la responsabilité pour faute au chirurgien qui implante une prothèse défectueuse.

Revue Droit & Santé, n° 50, novembre 2012, p. 710, Cass. 2^{ème} civ., 28 juin 2012, pourvoi n° 11-21287 (commentaire de Paul Véron)

Indemnisation des victimes du VIH suite à une transfusion sanguine : l'ONIAM doit indemniser non seulement la victime directe de la transfusion, mais également la personne contaminée par celle-ci.

Revue Droit & Santé, n° 50, novembre 2012, p. 751, ADLC, déc. 12-D-19 du 26 septembre 2012 (commentaire de Mathilde Cayot)

Diffusion dans la presse spécialisée et dans certains médias de propos de l'Ordre national des dentistes, de la Confédération nationale des syndicats dentaires et de l'Association dentaire française sur les risques liés à l'utilisation de peroxyde d'hydrogène et ses différents substituts et recommandant de réserver l'exercice de l'activité d'éclaircissement des dents aux seuls professionnels de la santé. Autorité de la concurrence saisie par des entreprises d'éclaircissement dentaire se plaignant du caractère anticoncurrentiel de la campagne de presse réalisée par les associations professionnelles. Pratique anticoncurrentielle de dénigrement exclue in casu.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

ATF 138 I 225 – Arrêt de la 2e Cour de droit social du 27 juin 2012

Le droit cantonal relatif aux prestations complémentaires qui limite le remboursement des frais de maladie et d'invalidité par renvoi à l'art. 14 LPC est conforme aux garanties constitutionnelles et conventionnelles (art. 8 et 13 Cst. ; art. 8 et 14 CEDH).

ATF 138 II 191 – Arrêt de la 2e Cour de droit public du 19 avril 2012.

L'admission d'un EMS à pratiquer à charge de l'assurance obligatoire des soins n'oblige pas le canton à le subventionner, sous réserve de la contribution prévue à l'art. 25a al. 5 LAMal. Examen des conditions auxquelles le canton peut soumettre l'octroi de subventions à un EMS ayant un mandat de prestations. Marge de manœuvre du canton (in casu : Neuchâtel) dans la couverture du solde des frais de séjour en EMS dépassant le minimum vital social LPC (contrôle normatif abstrait).

ATF 138 II 398 – Arrêt de la 2e Cour de droit public du 10 juillet 2012.

Marge de manœuvre du canton (in casu : Tessin) dans la mise en œuvre des nouvelles règles fédérales sur le financement hospitalier au regard de la LAMal et des garanties constitutionnelles (contrôle normatif abstrait).

Arrêt de la 2e Cour de droit public du 23 juin 2012, 2C_228/2011.

Contrôle abstrait de l'ordonnance fribourgeoise sur le nouveau régime de financement des soins, notamment de sa conformité à l'art. 25a al. 5 LAMal.

Arrêt de la 2e Cour de droit public du 19 septembre 2012, 2C_219/2012.

Contrôle abstrait de la loi vaudoise sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public, notamment de sa conformité au droit fédéral, spécialement à l'art. 25a al. 5 LAMal.

Arrêt de la 2e Cour de droit public du 22 octobre 2012, 2C_361/2012.

Le médecin d'un hôpital (public) tombe sous le coup de l'article 321 CP (violation du secret professionnel). En l'espèce, la question de savoir si l'article 320 CP (secret de fonction) s'applique aussi est sans pertinence.

Arrêt de la 2e Cour de droit public du 22 novembre 2012, 2C_500/2012.

Retrait définitif de l'autorisation de pratiquer comme médecin prononcé par l'autorité cantonale compétente en se fondant sur l'art. 43 LPMéd. Appréciation de la proportionnalité de la mesure.

ATF 138 III 276 – Arrêt de la 1ère Cour de droit civil du 7 février 2012.
La personne choquée par la mort accidentelle d'un proche est directement lésée et peut réclamer de l'auteur de l'accident des dommages-intérêts et une indemnité pour tort moral pour son propre préjudice de santé.

ATF 138 III 411 – Arrêt de la 1ère Cour de droit civil du 30 mai 2012.
La clause insérée dans les conditions générales d'une assurance d'indemnités journalières en cas de maladie (selon la LCA), prévoyant que les indemnités journalières sont réduites de moitié en cas de maladie psychique est insolite et ne lie donc pas le preneur.

ATF 138 III 558 – Arrêt de la 1ère Cour de droit civil du 18 septembre 2012.
La procédure de conciliation n'a pas lieu dans les litiges portant sur les assurances complémentaires à l'assurance-maladie sociale lorsque les cantons ont prévu une instance cantonale unique selon l'art. 7 CPC.

Arrêt de la 2e Cour de droit civil du 19 juin 2012, 5A_353/2012.
Justifications possibles du traitement forcé et des mesures de contention selon l'ancien droit cantonal bâlois (avant l'entrée en vigueur des art. 434 et 438 CC le 1er janvier 2013). Obligation de documentation. Application de la clause générale de police ?

Arrêt de la 1ère Cour de droit civil du 4 décembre 2012, 4A_329/2012 et 4A_333/2012.
Appréciation de la responsabilité des HUG selon le droit genevois, dans le cadre d'un recours en matière civile contre un jugement de la Cour de justice. Le Tribunal fédéral ne peut se prononcer que sur la violation d'un droit constitutionnel, en particulier l'interdiction de l'arbitraire.

ATF 138 V 248 – Arrêt de la 1ère Cour de droit social du 3 mai 2012.
En présence d'un tinnitus (acouphène) qui n'est pas attribuable à une atteinte organique objectivable d'origine accidentelle, le rapport de causalité adéquate avec l'accident ne peut pas être admis sans faire l'objet d'un examen particulier, comme pour d'autres tableaux cliniques sans preuve d'un déficit organique.

ATF 138 V 310 – Arrêt de la 1ère Cour de droit social du 21 août 2012.

Un requérant d'asile débouté domicilié en Suisse reste soumis à l'assurance-maladie obligatoire jusqu'à son départ de Suisse. S'il est au bénéfice de l'aide d'urgence, ses primes d'assurance-maladie doivent être prises en charge par l'autorité compétente en matière d'aide sociale. Un canton ne peut pas lier cette prise en charge à la condition que l'intéressé quitte le logement financé par des tiers et qu'il se rende dans un logement collectif.

ATF 138 V 318 – Arrêt de la 1ère Cour de droit social du 13 août 2012.

Dans l'assurance-accidents aussi (changement de jurisprudence), il faut ordonner une expertise, en cas de désaccord, par le biais d'une décision incidente sujette à recours auprès du tribunal cantonal des assurances (respectivement du Tribunal administratif fédéral). L'assuré bénéficie des droits de participation antérieurs et peut donc s'exprimer sur les questions posées à l'expert, selon les modalités exposées dans l'ATF 137 V 210. A l'instar de ce qui a été décidé pour l'assurance-invalidité (ATF 138 V 271), les jugements cantonaux (ou ceux du Tribunal administratif fédéral), rendus sur recours contre les décisions incidentes de l'assureur-accidents concernant la mise en oeuvre d'expertises, ne peuvent pas être déférés au Tribunal fédéral, à moins qu'il n'ait été statué sur des motifs formels de récusation (qui ne peuvent en principe pas tenir seulement à des circonstances structurelles).

ATF 138 V 377 – Arrêt de la 2e Cour de droit social du 7 septembre 2012.

La 2e Cour de droit social est compétente pour traiter d'un recours dans le domaine du financement résiduel des coûts des soins, dès lors qu'il a été formé après la survenance du cas d'assurance. La compétence éventuelle des cantons de régler la procédure dans le domaine du financement résiduel des coûts des soins est laissée ouverte. La proximité avec le domaine des prestations complémentaires plaide en principe en faveur de l'application des dispositions procédurales des art. 56 ss LPGA.

ATF 138 V 426 – Arrêt de la 2e Cour de droit social du 26 octobre 2012.

Conformément à l'art. 1 al. 2 let. d LAMal, l'art. 25 al. 1 LPGA ne s'applique pas aux litiges entre assureurs-maladie, de sorte qu'il ne peut pas fonder le remboursement de prestations entre deux caisses-maladie. En revanche, l'assureur-maladie qui a versé indûment des prestations (en raison d'une double assurance)

peut en réclamer le remboursement à la caisse-maladie compétente en vertu des art. 62ss CO (enrichissement illégitime).

Arrêt de la 2e Cour de droit social du 22 août 2012, 9C_121/2012.

L'utilisation de la méthode statistique pour démontrer l'existence d'un cas de polypragmasie est admis (ATF 136 V 415). Il s'agit d'un moyen de preuve réfragable, laissant la possibilité au médecin recherché en restitution de justifier une pratique plus onéreuse que celle de confrères du même groupe de comparaison.

Arrêt de la 2e Cour de droit social du 27 août 2012, 9C_956/2011.

Prise en charge par l'assurance obligatoire des soins d'un traitement dentaire consécutif au traitement d'un cancer ? Appréciation du caractère inévitable du traitement.

Arrêt de la 2e Cour de droit social du 1er octobre 2012, 9C_835/2011.

La fécondation in vitro ne fait pas partie des prestations à charge de l'assurance obligatoire des soins (confirmation des ATF 113 V 42, 119 V 26 et 125 V 21).

Arrêt du Tribunal administratif fédéral du 2 avril 2012, C-5301/2010.

Les décisions de l'organe de décision MHS (médecine hautement spécialisée) peuvent être contestées devant le Tribunal administratif fédéral. La liste hospitalière cantonale doit être qualifiée d'institution juridique sui generis, consistant principalement en une série de décisions individuelles. En principe, seule la décision qui régit le rapport juridique de la clinique recourante peut constituer l'objet du recours. Les autres décisions de la liste hospitalière n'étant pas contestées, elles entrent en vigueur. Un hôpital n'a pas d'intérêt digne de protection à ce qu'un autre établissement soit radié de la liste ou à ce que son mandat de prestations soit réduit. Il n'a donc pas qualité pour attaquer une décision favorable concernant un autre fournisseur de prestations.

Droit et politique de la concurrence, 2012/3, p. 526.

Die Niederlassungsfreiheit für juristische Personen am Beispiel einer Zahnarztklinik / La liberté d'établissement pour les personnes morales à l'exemple d'une clinique de soins médicaux dentaires. Publikation einer Verfügung, die in Anwendung des Binnenmarktgesetzes ergangen ist (Art. 10a Abs. 2 BGBM), mit Erläuterungen von Dr. Nicolas Diebold und Gaël Schaffter, Kompetenzzentrum Binnenmarkt, Sekretariat der Wettbewerbskommission / Publication d'une décision rendue en application de la Loi sur le marché intérieur (art. 10a al. 2 LMI) avec les commentaires de Dr Nicolas Diebold et Gaël Schaffter, Centre de compétence LMI, Secrétariat de la Commission de la concurrence.

http://www.weko.admin.ch/dokumentation/00157/index.html?lang=fr&download=NHzLpZeg7t,Inp6l0NTU042l2Z6ln1ae2lZn4Z2qZpnO2Yug2Z6gpJCDdlJ2fGym162epYbg2c_JjKbNoKSn6A--

Droit et politique de la concurrence, 2012/3, p. 530.

Interkantonaler Marktzugang für fachlich selbständige Rettungssanitäter. Publikation von Verfügungen, die in Anwendung des Binnenmarktgesetzes ergangen sind (Art. 10a Abs. 2 BGBM), mit Anmerkungen von Dr. Nicolas Diebold, Leiter Kompetenzzentrum Binnenmarkt, Sekretariat der Wettbewerbskommission.

Droit et politique de la concurrence, 2012/3, p. 708.

Interkantonaler Marktzugang einer Assistenz Zahnärztin aus dem Kanton Appenzell A. Rh. Gutachten vom 16. Juli 2012 zuhanden der Gesundheitsdirektion Zürich betreffend Marktzugang einer Assistenz Zahnärztin aus dem Kanton Appenzell A. Rh.

Pflegerecht – Pflegewissenschaft 3/2012, p. 168, Urteile des Bundesgerichts, I. sozialrechtliche Abteilung, Urteile vom 4. Januar 2010 8C_31/2009, 8C_32/2009, 8C_33/2009, 8C_34/2009, 8C_35/2009 (avec commentaire de Christian Peter)

«Zürcher Lohnklagen» - keine besoldungsmässige Diskriminierung der Aktivierungstherapeutinnen und -therapeuten der Stadt Zürich.

Pflegerecht – Pflegewissenschaft 3/2012, p. 172, BGE 136 II 393 (avec remarque de Christian Peter)

«St. Galler Lohnklagen» - die Vermutung einer geschlechtsbedingten besoldungsmässigen Benachteiligung kann nicht mit der Begründung umgestossen werden, andere weiblich besetzte Berufsgattungen würden nicht geschlechtsdiskriminierend behandelt werden.

Pflegerecht – Pflegewissenschaft 3/2012, p. 175, Urteil Bundesgericht, II. sozialrechtliche Abteilung, vom 2. Dezember 2011 (9C_628/2011) = SVR 2012 EL Nr. 11 (avec remarque de Ueli Kieser)

Ergänzungsleistungen - Beginn des EL-Anspruchs einer Heimbewohnerin nach Unterbruch im Leistungsbezug. Der nach einem Unterbruch im Leistungsbezug neuerliche EL-Anspruch einer Heimbewohnerin, der die Erhöhung der Heimtaxe

erst mit Verspätung mitgeteilt wurde, besteht in analoger Anwendung von Art. 12 Abs. 2 ELG (Heim- oder Spitaleintritt) ab dem Zeitpunkt der Erhöhung der Heimkosten.

Pflegerecht – Pflegewissenschaft 3/2012, p. 177, BGE 135 V 309 = Pra 2010 Nr. 34 (avec remarque de Ueli Kieser)

Ergänzungsleistungen - Art. 10 Abs. 2 lit. a ELG bildet keine genügende gesetzliche Grundlage für eine Begrenzung der von Privatheimen gegenüber ihren EL-bezugsberechtigten Insassen angewandten Tarife.

Pflegerecht – Pflegewissenschaft 3/2012, p. 179, BGE 138 V 23 (avec remarque de Ueli Kieser)

Wohnsitzfrage und Ergänzungsleistungen Bei Heim- oder Anstaltsbewohnern führt die Verlegung des nach Art. 25 Abs. 1 oder 2 ZGB abgeleiteten zivilrechtlichen Wohnsitzes in einen andern Kanton zu einer Änderung in der örtlichen Zuständigkeit der EL-Behörden.

Pflegerecht – Pflegewissenschaft 3/2012, p. 181, Urteil des Bundesgerichts, II. sozialrechtliche Abteilung, vom 28. Februar 2012 (9C_794/2011) (avec remarque de Thomas Gächter)

Keine Vergütung höherer Spitex-Kosten während einer Übergangsfrist bei zumutbarem Heimeintritt Das Bundesgericht verneint den Anspruch einer Versicherten auf die Vergütung höherer Spitex-Kosten während einer Übergangsfrist, sofern eine solche nicht für die Vorbereitungen für einen Umzug ins Pflegeheim erforderlich ist.

Pflegerecht – Pflegewissenschaft 3/2012, p. 183, BGE 137 III 539 (avec remarque de Hardy Landolt)

Gefälligkeitshaftung Derjenige, der einem anderen eine Gefälligkeit erweist, insbesondere ein Kind hütet, haftet ausservertraglich und nur für eigenübliche Sorgfaltspflichtverletzungen.

Pflegerecht – Pflegewissenschaft 4/2012, p. 244, Urteil des Bundesgerichts, II. sozialrechtliche Abteilung, vom 12. September 2011 (9C_510/2011), (avec remarque de Thomas Gächter)

Befreiung von der Versicherungspflicht für ausländische Arbeitnehmer in der Schweiz: massgebliche Faktoren beim Vergleich des Versicherungsschutzes. Das Bundesgericht konkretisiert die Voraussetzungen von Art. 2 Abs. 8 KVV, nach denen eine Person mit ausländischer Krankenversicherung von der schweizerischen Versicherungspflicht ausgenommen werden kann. In den Vergleich sind

namentlich nicht nur die Nachteile der Unterstellung unter die schweizerische Versicherung einzubeziehen, sondern auch Lücken des Schutzes durch die ausländische Versicherung.

Plaidoyer, 6/12, p. 53. Arrêt du Tribunal fédéral, 2C_698/2011 du 5.10.2012

Le Tribunal fédéral a annulé le concordat latin sur la culture et le commerce du chanvre. Signé par les cantons de Vaud, Fribourg, Genève, Neuchâtel et du Valais, cet accord autorisait la culture et le commerce du chanvre à des conditions strictes, notamment le respect d'une teneur en THC par plante inférieure à 1%. Selon le TF, seule la Confédération est compétente pour édicter des règles régissant ce domaine. La législation très détaillée prévue par la loi fédérale sur les stupéfiants (LStup) ne laisse aucune latitude aux cantons de légiférer sur la culture et le commerce légal du chanvre. Lorsque la loi sur les stupéfiants interdit le chanvre ayant une teneur en THC de plus de 1%, cela ne signifie pas que les cantons puissent édicter des règles qui leur sont propres s'agissant du chanvre dont la teneur en THC est inférieure. Le concordat, qui était entré en vigueur en mars dernier, devait autoriser ces cantons à contrôler la culture et le commerce de chanvre légal. Ce concordat prévoyait un devoir d'annoncer la culture du chanvre par les paysans, la possession d'autorisation de commercialiser le chanvre par les commerçants et l'existence d'un contrat écrit obligatoire pour toute acquisition ou aliénation de chanvre.

Plaidoyer, 6/12, p. 52. Arrêt du Tribunal fédéral, 6B_192/2012 du 10.9.2012.

Annoncer son suicide prochain aux membres de sa famille peut constituer une menace au sens de l'art. 180 CP donnant lieu, sur plainte, à une sanction. Dans le cas jugé, le TF a confirmé un jugement condamnant un homme qui avait déclaré à sa femme dont il était séparé «qu'il rentrait maintenant à la maison et allait charger son revolver». D'après l'arrêt de la Cour de droit pénal, cette annonce était propre à atteindre gravement le sentiment de sécurité de sa femme et de ses deux enfants, encore relativement petits. L'intéressé a invoqué vainement le droit à la vie résultant de l'art. 10 Cst., lequel comprendrait le droit de mettre fin à ses jours. Même si un tel droit existait, estime le Tribunal, on ne pourrait en déduire celui d'inquiéter ses proches.

Plaidoyer, 6/12, p. 55. Arrêt du tribunal fédéral destiné à la publication 8C_44/2012 du 31.8.2012.

Le canton de Berne ne commet pas de discrimination fondée sur l'âge (art. 8 Cst.), en exigeant des personnes âgées de plus de 65 ans une participation, en fonction du revenu, aux coûts de soins à domicile (Spitex).

Plaidoyer, 4/12, p. 51. Arrêt de la II^e Cour de droit social du Tribunal fédéral du 9 novembre 2011, 9C_142/2011, avec un commentaire de P. GRAF.

Egalité des armes, principe à ignorer dans le domaine de l'AI? La question de savoir si, au regard du principe de l'égalité des armes garanti par la CEDH, les rapports des médecins traitants mettent en doute, même de façon minime, les rapports des médecins internes à l'assurance (ATF 135 V 465) est une question de fait, et non pas de droit.

Plaidoyer, 4/12, p. 55, 8C_498/2011 du 29.5.2012.

Prestations de l'assurance accidents en cas d'acouphène: il n'existe aucune certitude médicale permettant de considérer l'acouphène comme une souffrance corporelle ou de l'attribuer de manière certaine à une cause organique. Cela n'exclut certes pas que l'acouphène puisse effectivement trouver son fondement dans une cause d'accident organique. Si cette cause n'est toutefois pas prouvée dans un cas d'espèce, il faut mener un examen particulier portant sur le rapport de cause à effet.

die Praxis (éd. Helbing & Lichtenhahn; Bundesgericht, EVG, EGMR), Heft (11) décembre 2011, Nr. 136, p. 794, 9C_163/2010

Art. 78 ATSG; Art. 3 Abs. 1 VG. Die IV-Stelle, welche mit der Umsetzung einer geplanten Rentenaufhebung zuwartet (hier während nahezu zehn Jahren), wird gegenüber der Vorsorgeeinrichtung die gleichzeitig eine Invalidenrenten aus beruflicher Vorsorge ausrichten, nicht verantwortlich

RDAF, no 4-5-6, 2012, p. 404.

ZBI 2011, 494-498 (4.12.2010/a)- Art. 4 al. 1 LMI. Présomption d'équivalence des certificats de capacité cantonaux. Examen des exigences personnelles demandées à un professionnel de la santé digne de confiance. Appréciation à la lumière de condamnations pénales intervenues entre-temps.

RDAF, no 4-5-6, 2012, p. 420.

ATF 137 I 86-107 (15.9.2010/a)- Art. 46 par. 1, 6 et 8 CEDH; art. 122 LTF; art. 25 al. 1 et 32 LAMal. Opération de changement de sexe (transsexualisme) et prise en charge par l'assurance obligatoire des soins. Exécution de l'arrêt de la Cour EDH du 8 janvier 2009 concernant l'arrêt du Tribunal fédéral des assurances K 110/OS

du 5 décembre 2005. Interprétation et concrétisation du droit aux prestations d'assurance sociale; limites de la compétence jurisprudentielle de la Cour EDH.

Rivista ticinese di diritto, I – 2012 p. 434 n° 74, TF 20.6.2011 N. 9C_37/2011

Art. 69 cpv. 1 bis LAI ; 78 cpv. 3 OAI. Rapporti medici in francese e tedesco – ordine di traduzione da parte del TCA su richiesta dell'assicurato – relative spese a carico dell'assicurato soccombente. Le spese della traduzione in italiano di rapporti medici stilati in francese e tedesco nel 1997 e 1999 richiamati in un rapporto peritale del 2008, sul quale l'UAI si è basato per nuovamente negare all'assicurato il diritto a prestazioni, ordinata dal TCA non vanno poste a carico dell'amministrazione, bensì vanno trattate quali spese giudiziarie e poste a carico dell'assicurato soccombente. In effetti l'assicurato che senza riserve non ha reagito all'allestimento di rapporti medici in lingua tedesca e francese e che atteso oltre dieci anni prima di sollevare la questione formale della loro traduzione in italiano non ha agito in buona fede e non è pertanto da tutelare nella sua richiesta, ampiamente tardiva. Del resto, la traduzione non è, in realtà, stata disposta per salvaguardare il principio della territorialità delle lingue, quanto piuttosto per dare seguito alla domanda dell'assicurato. Diversamente non si comprenderebbe perché la Corte cantonale, che in più occasioni non ha mancato di riprodurre e di esaminare nelle sue pronunce ampi stralci in originale degli atti medici in questione, avrebbe improvvisamente, dopo una decina d'anni, cambiato parere e strategia. Nemmeno poi, il TCA ha impartito all'UAI un termine per presentare una traduzione degli atti in questione, pena la sua esecuzione ad opera di terzi ma a spese dell'amministrazione.

Rivista ticinese di diritto, I – 2012 p. 450 n° 79, TF 22.8.2011 N. 8C_211/2011

Art. 10, 16, 18, 24 LAINF ; 6, 8 LPGA. Disturbi psichici – esclusione di un nesso di causalità con i due infortuni subiti – danno alle spalle – grado di invalidità per menomazione dell'integrità. Nel caso di un assicurato che ha subito due infortuni alle spalle (trasportando un telaio per finestre è scivolato battendo la spalla e la coscia sinistra a terra e in seguito ha riportato uno strappo muscolare alla spalla destra mentre sollevava un pozzetto per canalizzazioni di circa 80 kg), l'assicuratore LAINF non è responsabile relativamente ai disturbi psichici fatti valere dal medesimo a seguito dei due sinistri, siccome in casu non è riscontrabile un nesso di causalità adeguata con gli stessi. Per quanto attiene al grado di invalidità connessa al danno alle spalle, non occorre in casu risolvere la questione

circa l'adeguatezza dei documenti DPL scelti dall'assicuratore LAINF per fissare il grado di invalidità riconosciuto, pari al 16%, risultava vantaggioso per l'assicurato. Questi, infine, sulla base delle conclusioni del medico fiduciario, ben motivate e convincenti, nonché confermate dallo specialista in ortopedia interpellato dal medesimo, ha diritto a un'indennità per menomazione dell'integrità (IMI) del 15%. Il rapporto dello specialista che ha proceduto a suturare la cuffia rotatoria, non essendosi pronunciato espressamente sull'IMI, si rivela ininfluenza.

SIC1,7+8/2012, «Publication de témoignages relatifs à des services hospitaliers». Tribunal fédéral du 23 février 2012

CPC 52, 71. Le principe de la bonne foi s'oppose à ce que des griefs d'ordre formel qui auraient pu être soulevés à un stade antérieur soient invoqués plus tard, une fois l'issue défavorable connue. Pour agir en consorcié simple, il n'est pas nécessaire que l'action au fond soit pendante; il suffit que la requête de mesures provisionnelles le soit (consid. 4).

CPC 261 I, 266. Les conditions d'octroi de mesures provisionnelles à l'encontre des médias à caractère périodique doivent être appliquées avec une particulière réserve afin d'éviter la «censure judiciaire» et supposent la preuve par une quasi-certitude. La publication de faits inexacts par la presse est illicite en elle-même, mais un article de presse inexact n'est globalement faux que s'il ne correspond pas à la réalité sur des points essentiels. Des accusations rapportées dans un article à paraître peuvent porter une atteinte directe à la personnalité du recourant mais doit être relativisée dès lors qu'elles répondent à une mission d'intérêt public à l'information (consid. 7).

CPC 266. La vraisemblance d'une atteinte particulièrement grave ne doit pas être rejetée du seul fait que le journaliste a mené son enquête avec sérieux, qu'il ne publierait pas des faits erronés susceptibles de ternir l'image du recourant et que le recourant ne s'était pas opposé à la publication de l'article jusqu'au dépôt de la requête. Elle peut cependant être rejetée lorsque les autres conditions de l'art. 266 CPC ne sont pas réalisées, notamment lorsque la présentation de faits permet au lecteur moyen de comprendre, d'une part, que les reproches rapportés reposent sur les dires de certaines personnes concernées par les services du recourant et, d'autre part, que ces critiques sont pour l'essentiel réfutées par le recourant (consid. 7).

SJ 2012 1 513 Tribunal fédéral, Ile Cour de droit public. 9 mai 2012. X. SA c. Office cantonal de l'inspection et des relations du travail du canton de Genève. 2C_ 462/2011, arrêt non destiné à la publication au recueil officiel.

Protection des travailleurs. Harcèlement. Mobbing. LTr 6, 48 al. 1, 51; Ordonnance 3 du 18 août 1993 relative à la loi sur le travail (OLT 3) 2, 4. 1. - Pour dé-

terminer de manière concrète quelles mesures doit prendre l'employeur pour protéger la santé psychique de ses salariés, il faut examiner non seulement les ordonnances, mais aussi les différentes recommandations et normes techniques correspondant aux standards de protection à prendre en considération au moment déterminant. Dans ce domaine, les commentaires du SECO ont valeur de directives.

2. - La désignation d'une personne de confiance est une mesure légale et proportionnée pour prévenir le mobbing ou le harcèlement dans une entreprise. L'autorité cantonale est en droit d'imposer à une entreprise la désignation d'une personne de confiance dans le but de prévenir les conflits internes pouvant survenir en son sein. Elle peut également demander à l'employeur de présenter un rapport d'expertise technique lorsqu'il existe de sérieux motifs de douter que les exigences en matière d'hygiène soient respectées.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Berne / Bern

Bernische Verwaltungsrechtsprechung, Entscheide und Abhandlungen zum bernischen Verwaltungsrecht = Jurisprudence administrative bernoise, Décisions et études de droit administratif bernois, H. 11, 2012, p. 481.

Auszug aus dem Urteil des Verwaltungsgerichts (Verwaltungsrechtliche Abteilung) vom 26. Juni 2012 i.S. Privatklinik A. AG gegen X. und Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern (VGE 100.2011.305)

Einsicht in psychiatrische Behandlungsunterlagen

1. Art. 2 Abs. 6 Bst. b, Art. 8, Art. 28 KDSG: Die Privatklinik ist in Bezug auf die Einsicht in Behandlungsunterlagen Behörde im Sinn des kantonalen Datenschutzrechts und entscheidet mit Verfügung über das Gesuch der Patientin (E.2.1).

2. Die Verfügungsbefugnis kann nicht rechtsgültig an den beauftragten Rechtsvertreter übertragen werden (E. 2.2 f.). Trotz offensichtlicher Mangelhaftigkeit der Verfügung keine Nichtigkeit (E. 2.4 f.).

3. Im Rahmen der Behandlung erteilte Auskünfte von Angehörigen zur Patientin sind Behandlungsunterlagen im Sinn von Art. 39a GesG und beinhalten besonders schützenswerte Personendaten im Sinn von Art. 3 Bst. b KDSG (E. 4).

4. Zulässige Einschränkungen des Anspruchs auf Einsicht nach Art. 39a Abs. 1 GesG und Art. 21 KDSG (E. 5.1 f.). In Würdigung aller Umstände überwiegt im

vorliegenden Fall das Einsichtsinteresse der Patientin die entgegenstehenden öffentlichen Interessen sowie die privaten Interessen der Angehörigen (E. 5.3 ff.).

Consultation d'un dossier médical psychiatrique

1. Art. 2 al. 6let. b, art. 8 et art. 28 LCPD: en ce qui concerne la consultation d'un dossier médical, la clinique privée représente une autorité au sens du droit cantonal de la protection des données et doit rendre une décision formelle pour se prononcer sur la requête de la patiente (c. 2.1).

2. La compétence de rendre des décisions ne peut être valablement déléguée au mandataire de la clinique (c. 2.2 s.). Pas de nullité de la décision malgré les vices évidents qu'elle comporte (c. 2.4 s.).

3. Les renseignements donnés par les proches de la patiente dans le cadre du traitement médical font partie du dossier médical au sens de l'art. 39a LSP et représentent des données particulièrement dignes de protection au sens de l'art. 3 let. b LCPD (c. 4).

4. Limitations admissibles du droit de consulter le dossier d'après l'art. 39a al. 1 LSP et l'art. 21 LCPD (c. 5.1 s.). Au vu de l'ensemble des circonstances du cas d'espèce, l'intérêt de la patiente à consulter son dossier l'emporte sur les intérêts publics et les intérêts privés des proches qui s'y opposent (c. 5.3 ss).

Obwald / Obwalden

Verwaltungs- und Verwaltungsgerichtsentscheide des Kantons Obwalden, 2009 und 2010, Bd XIX, 2012, p. 157. No 32, Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 2. September 2010.

Art. 24, Art. 25, Art. 32 Abs. 1 und Art. 52 Abs. 1 Bst. b KVG

Kranken- und Unfallversicherung. Voraussetzungen der (ausnahmsweisen) Übernahme der Kosten für die Abgabe von Ritalin an Erwachsene durch die Krankenversicherung im Rahmen des sog. "off-label use"; im vorliegenden Fall verneint.

Neuchâtel / Neuenburg

RJN, 2011, p. 248. Arrêt de la Cour de cassation pénale du 17 mars 2011 en la cause X.

Art. 35 LPD Violation du devoir de discrétion La révélation par un employeur de « problèmes de santé » chez un employé n'est pas punissable.

Saint-Gall / Sankt-Gallen

St. Gallische Gerichts- und Verwaltungspraxis, GVP 2011 Nr. 105, 28.03.2011.

Gegenüber einer Medizinalperson, die mehrere Fehlbehandlungen zu verantworten hat und sich wiederholt und trotz entsprechender Abmahnung kleinere und mittelschwere Verstösse gegen die Berufspflichten zu Schulden kommen lässt, ist

ein Berufsausübungsverbot zu verfügen. Unverfrorenes und renitentes Verhalten sowohl gegenüber Patientinnen und Patienten als auch gegenüber den zuständigen Aufsichtsbehörden führt zum Verlust der Vertrauenswürdigkeit und damit zum Entzug der Berufsausübungsbewilligung.

Urteil Verwaltungsgericht, 29.08.2012

Disziplinar massnahmen gegen selbständig tätigen Zahnarzt. Art. 36 Abs. 1 lit. b, Art. 38, Art. 40 und Art. 43 MedBG (SR 811.11). Schwerwiegende Verletzung von Berufspflichten und fehlende Vertrauenswürdigkeit (Verwaltungsgericht, B 2011/254).

http://www.gerichte.sg.ch/home/dienstleistungen/rechtsprechung/verwaltungsgericht/entscheide_2012/b_2011_254.html

Urteil Verwaltungsgericht, 14.02.2012

Medizinalberufsrecht, Art. 2 Abs. 1 lit. b sowie Art. 34 und 36 MedBG (SR 811.11). Der Vermerk "keine Bewilligung" anstatt "abgemeldet" im zentralen Register über Medizinalpersonen kann immaterielle Interessen eines Zahnarztes verletzen, der seine ärztliche Tätigkeit aufgeben möchte. Auf eine Praxisbewilligung als Polizeibewilligung kann der Inhaber der Bewilligung verzichten und dazu ist kein Entzugsverfahren als Administrativverfahren durch die zuständige Behörde erforderlich (Verwaltungsgericht, B 2011/134).

http://www.gerichte.sg.ch/home/dienstleistungen/rechtsprechung/verwaltungsgericht/entscheide_2012/b_2011_134.html

voir aussi :

http://www.gerichte.sg.ch/home/dienstleistungen/rechtsprechung/aktuelle_entscheide1/Entscheide_2012/kv_-_krankenversicherung.html

http://www.gerichte.sg.ch/home/dienstleistungen/rechtsprechung/aktuelle_entscheide1/Entscheide_2011/kv_-_krankenversicherung.html

Tessin / Ticino

Rivista ticinese di diritto, I – 2012 p. 26 n° 8, TRAM 28.6.2011 N. 52.2011.192
Art. 10 LASP ; 8 LORD. Concorso pubblico – direttore di settore sociopsichiatrico.
La pretesa cui solo la specializzazione in psichiatria e psicoterapia per l'adulto sia idonea alla funzione di direttore di settore non poggia su alcun valido motivo.

Rivista ticinese di diritto, I – 2012 p. 445 n° 78, TCA 22.6.2011 N. 36.2011.2
Art. 25, 32 segg. LAMal ; 1 Opre. Operazione di cambiamento di sesso – condizioni per l'assunzione dei costi da parte dell'assicurazione obbligatoria contro le malattie. Una fase di osservazione minima di due anni prima dell'intervento di cambiamento di sesso è in linea di principio indispensabile al fine di determinare se, in un preciso caso di specie, l'(invasiva) operazione di cambiamento di sesso è l'unica prestazione appropriata ed efficace per migliorare notevolmente lo stato di salute psichico della persona assicurata. nella concreta evenienza il medico psichiatra e psicoterapeuta, che ha diagnosticato con certezza in un giovane nato nel 1990 la presenza del transessualismo, ha evidenziato che dal punto di vista psichiatrico è indicata la cura ormonale, mentre l'operazione di cambiamento di sesso va considerata solo dopo un periodo di osservazione di due anni. Una deroga a questo presupposto giurisprudenziale non può quindi essere presa in considerazione. Lasciata aperta la questione se il compimento del 25^{esimo} anno di età costituisca una seconda condizione ineludibile.

Uri

Rechenschaftsbericht über die Rechtspflege des Kantons Uri in den Jahren 2010 und 2011, Juli 2012, p. 100. Obergericht, 22. September 2011, OG S 10 14
Gesundheitsgesetz. Art. 18 Gesundheitsgesetz. Widerhandlung gegen die Bestimmung zum Schutz vor Passivrauchen. Anwendungsfall.

Valais / Wallis

Revue valaisanne de jurisprudence, RVJ/ZWR, 2001, p. 201.
Art. 16 LAI, art.3 LPGA, art. 64 LPGA. Le concours de plusieurs mesures médicales prodiguées dans un traitement hospitalier qui, prises séparément, relèvent du domaine de compétence d'une assurance distincte et qui sont certes appliquées en même temps, mais concernent des atteintes à la santé que l'on peut délimiter les unes des autres, ne doit en principe pas entraîner l'application de l'art. 64 al. 3 LPGA.

Revue valaisanne de jurisprudence, RVJ/ZWR, 2001, p. 213.
Art. 122 ZGB, art. 124 ZGB. Kompetenzaufteilung zwischen Scheidungsgericht und Berufsvorsorgegericht in Bezug auf den Vorsorgeausgleich im Scheidungsfall.

Vaud / Waadt

Plaidoyer, 5/12, p. 49. Arrêt N° AI 230/11 - 144/2012 du 23 avril 2012, de la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal du canton de Vaud.

Valeur probante diminuée d'une expertise médicale. S'il est déjà intervenu dans le cadre d'un litige relatif à des prestations fondées sur une police d'assurances soumise à la LCA, un expert ne présente plus les garanties d'impartialité requises par l'art. 44 LPGA et pourra donc être récusé s'il est mandaté ensuite par un assureur social.

Zurich / Zürich

Blätter für zürcherische Rechtsprechung, 110 -2011 p. 21 n° 12, Kassationsgericht, 6.09.2010, Kass.-Nr.Ac080031

§ 127 StPO. Formelle Anforderungen an ein (medizinisches) Gutachten. Eine nur ungefähre, übersichtsmässige Zitierweise macht ein Gutachten weder unvollständig noch ungenau oder undeutlich im Sinne von §127 StPO, sofern einigermaßen erkennbar und überprüfbar ist, aus welchen Akten der Gutachter die zitierten Aussagen, Tatsachen oder Feststellungen entnahm (Erw. III/4.b). Hinweise auf frühere psychische Erkrankungen des Exploranden sind vom psychiatrischen Gutachten etc. sind von ihm soweit möglich beizuziehen. Ist dem psychiatrischen Gutachter die Existenz solcher früheren Unterlagen bekannt bzw. Werden sie ihm gegenüber erwähnt, muss er deshalb begründen, wenn er im konkreten Fall trotzdem auf deren Beizug und Studium verzichtet. Unterlässt er eine solche Begründung, ist das Gutachten unvollständig im Sinne von § 127 StPO (Erw. III/9).

Blätter für zürcherische Rechtsprechung, 110 -2011 p. 196 n° 64, Kassationsgericht, 1.11.2010, (Eine gegen diesen Entscheid eingelegte Beschwerde in Strafsachen wies das Bundesgericht mit Urteil vom 16. Mai 2011 ab, soweit es darauf eintrat [6B_1039/2010 E.4])

§ 127 StPO ZH. Verzicht auf die Durchführung von Explorationsgesprächen im Rahmen einer psychiatrischen Zweitbegutachtung. Das explorative Untersuchungsgespräch ist ein entscheidendes diagnostisches Instrument und bildet im Grundsatz unabdingbaren Bestandteil jeder psychiatrischen Begutachtung. Sogenannte Aktengutachten dürfen nur in Ausnahmefällen und bei Vorliegen besonderer Gründe erstellt werden. Bejahung einer Ausnahme im Rahmen einer Zweitbegutachtung. (E. II/1.4).

Blätter für zürcherische Rechtsprechung, 110 -2011 p. 254 n° 84, Strafkammer des Obergericht des Kantons Zürich, 26.09.2011

Tierschutzstrafsache : Rechtsmittellegitimation des Veterinärarnites und deren Umfang. In Tierschutzstrafsachen hat das Kantonale Veterinärarnit grundsätzlich volle Parteirechte (Art. 104 Abs. 2 StPO i.V.m § 17 KTSchG, §38 OG RR sowie Anhang 3 Ziff. 5.1. VOG RR). Das Veterinärarnit hat das öffentliche Interesse an der Verfolgung von Verstössen gegen die Tierschutzgesetzgebung wahrzunehmen. Deshalb ist das Veterinärarnit bei Widerhandlungen gegen das Tierschutzgesetz auch betreffend die Sanktion berufungslegitimiert.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

ALEXANDER GC. AND AL., Rethinking Opioid Prescribing to Protect Patient Safety and Public Health, *Journal of American Medical Association*, 308 (2012), p. 1865.

ANDEREAUS F., Wundmanagement im Pflegedienst, *Recht der Medizin (RdM)* 2012/04, p. 129.

BOSCHECK R., Intellectual Property Rights & Compulsory Licensing: The Case of Pharmaceuticals in Emerging Markets, *World competition: law and economics review*, vol 35, Issue 4, December 2012, p. 621.

BOUVET R., LE GUEUT M., La prescription hors AMM (autorisation de mise sur le marché) après la loi du 29 décembre 2011, *Revue Droit & Santé*, N° 49, septembre 2012, p. 569.

DEVERS G., la dispensation des médicaments, *Droit, déontologie & soin*, vol. 12, n° 3, septembre 2012, p. 314.

GÖTZL P., Die Vergabe von Medizinprodukten, *Recht der Medizin (RdM)* 2012/04, p. 138.

HALLOUARD F. ET AL., La dispensation pharmaceutique de médicaments en France : Partie I : état des lieux de la réglementation applicable ; Partie II : les

responsabilités pénales, civiles et disciplinaires, *Médecine & droit*, no 116, 2012, p. 127.

MELLO MM. AND AL., Ethical Considerations in Studying Drug Safety – The Institute of Medicine Report, *New England Journal of Medicine*, 367 (2012), p. 859.

NAU J.-Y., Médicaments : faire face à la contrefaçon, *Revue médicale suisse*, no 361, 7 novembre 2012, p. 2146.

PEIGNÉ J., Le maintien d'un régime de responsabilité sans faute pour les utilisateurs de produits de santé défectueux, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N° 4, juillet-août 2012, p. 716.

STIBERNITZ B., Europäischer Arzneimittelbegriff, *Recht der Medizin (RdM)*, 2012/05, p. 175.

Assurances sociales

BERGER GÖTZ E., Zum Anspruch auf medizinische Massnahmen in der Invalidenversicherung, *SZS [Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle]*, p. 454.

EBERHARD H., Wofür wird die Sonderklasse bezahlt, *Recht der Medizin (RdM)* 2012/5a, p. 204.

KAHL A. und WIMMER A. W., Zur Finanzierung von Krankenkassen und zur Verwendung von Beitragseinnahmen, *Recht der Medizin, (RdM)*, 2012/5a, p. 249.

PÜHRINGER A. und BERGTHALER W., Rechtliche Aspekte des Kostenvergleichs in der „gesundheitsökonomischen Evaluation“, *Recht der Medizin-Ökonomie & Gesundheit (RdM-Ö&G)* 2012/6, p. 18.

SAINT-LARY O. AND AL., Ethical issues raised by the introduction of payment for performance in France, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 485.

Droits des patients, droit de la personnalité

CHAMPLONG L., Urgence et consentement en matière médicale, *Revue Droit & Santé*, N° 49, septembre 2012, p. 587.

DULLINGER S., Mitwirkungspflichten des Patienten im Rahmen der ärztlichen Behandlung, *Recht der Medizin (RdM)*, 2012/5a, p. 222.

GALINIER A., L'accès aux soins des étrangers malades en situation irrégulière dans les centres de rétention administrative, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, Numéro Hors-série 2012, p. 125.

GRUBER M., Gesundheitsdaten im Versicherungsvertragsrecht, *Recht der Medizin (RdM)*, 2012/05, p. 171.

KATZENMEIER C., Die Rahmenbedingungen der Patientenautonomie: Eine kritische Betrachtung des Patientenrechtegesetz-Regierungsentwurfs, *Medizinrecht*, vol. 30, H. 9, p. 576.

KLINKHAMMER F., Beschneidung männlicher Kleinkinder und gesetzliche Vertretung durch die Eltern, *FamRZ*, 24, 2012, p. 1913.

LARRALDE J.-M., La Cour européenne des droits de l'Homme et le droit à l'avortement : entre avancées prudentes et conservatisme assumé, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, No 91, juillet 2012, p. 609.

LIANOS F., L'avenir de l'accouchement dans le secret en France, *Droit & société*, 82, 2012, p. 645.

MARTINET E., La santé des migrants : pour un droit universel, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, Numéro Hors-série 2012, p. 133.

PACE P., Les problématiques juridiques afférentes à la question des migrations et de la santé, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, Numéro Hors-série 2012, p. 7.

QUENESSON C., La participation médicale du mineur aux décisions qui le concernent : la pratique bordelaise, *Revue Droit & Santé*, N° 50, novembre 2012, p. 667.

REVAULT P., Droit, santé et statuts des réfugiés, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, Numéro Hors-série 2012, p. 23.

ROSCAM A., HENRIETTE D., Patients' Right to Quality of Healthcare: How Satisfactory Are the European Union's Regulatory Policies?, *European journal of health law*, no 5, 2012, p. 415.

WALLNER J., Die Beschneidung von nicht einwilligungsfähigen Knaben, *Recht der Medizin (RdM)*, 2012/06, p. 277.

Ethique biomédicale

GILLAM L. AND AL., Predictive genetic testing in minors for late-onset conditions: a chronological and analytical review of the ethical arguments, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 519.

PELLUCHON C. ET AL., L'homme, le corps, la personne, la chose, *Droits : revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, 52, 2012, p. 121.

Euthanasie, fin de vie

BLEEK J., Ist die Beihilfe zum Suizid auf der Grundlage des Wunsches, anderen nicht zur Last zu fallen, ethisch gerechtfertigt?, *Ethik in der Medizin*, vol. 24, H. 3, 2012, p. 193.

BYK C., Médecine et société: vers de nouvelles frontières du corps? Le mariage imparfait du corps et du droit, *Revue de la recherche juridique : droit prospectif*, 1, 2012, p. 189.

CHALKIDOU K., Evidence and values: paying for end-of-life drugs in the British NHS, *Health Economics, Policy and Law*, Volume 7, Issue 04, October 2012, p. 393.

FELDMANN M., Neue Perspektiven in der Sterbehilfediskussion durch Inkriminierung der Suizidteilnahme im Allgemeinen?, *Goltdammer's Archiv für Strafrecht (GA)*, Heft 8, 159. Jahrgang, 2012, p. 473.

KLEIN R., Comparing the United States and United Kingdom: contrasts and correspondences, *Health Economics, Policy and Law*, Volume 7, Issue 04, October 2012, p. 385.

ONWUTEAKA-PHILIPSEN BO. AND AL., Trends in end-of-life practices before and after the enactment of the euthanasia law in the Netherlands from 1990 to 2010: a repeated cross-sectional survey, *Lancet*, 380 (2012), p. 908.

STRÄTLING M., Gesundheitsökonomische Aspekte bei Entscheidungen am Lebensende, Mythos Palliativmedizin, Klinische „Ethikberatung“ und Behandlungsbegrenzung bei schweren Gehirnschädigungen Kritische Hinweise zu vier medizinischen und ethischen Kernaussagen der Deutschen Bundesärztekammer zur ärztlichen Sterbebegleitung, *Medizinrecht*, vol. 30, H. 7, p. 428.

TAYLOR S., Cross-border Patients and Informed Choices on Treatment in English and French Law and the Patients' Rights Directive, *European journal of health law*, no 5 2012, p. 467.

WOLFF J., Dementia, death and advance directives, *Health Economics, Policy and Law*, Volume 7, Issue 04, October 2012, p. 499.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

CARD RF., Is there no alternative ? Conscientious objection by medical students, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 602.

CAMPBELL Amy T., Teaching Law in Medical Schools: First, Reflect, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, Vol. 40 :2, Summer 2012, p. 301.

DIVERS AUTEURS, Actes du séminaire « La responsabilité pénale du médecin », *Revue générale de droit médical*, N° 44, 2012, p. 107.

DIVERS AUTEURS, Dossier spécial télémédecine, *Revue générale de droit médical*, N° 44, 2012, p. 295.

HALMICH M., Kompetenzfragen der präklinischen Patientenversorgung, *Recht der Medizin (RdM)*, 2012/04, p. 124.

HÖCHER M. und KRAUSKOPF B., Zur strafrechtlichen Relevanz von Provisionszahlungen an Vertragsärzte: Korruption im Gesundheitssektor, *Recht der Medizin (RdM)*, 2012/05, p. 164.

KEINERT E. M., Haftung für zu geringe personalausstattung in Krankenanstalten, *Recht der Medizin (RdM)*, 2012/06, p. 284.

LARCHER A., Welche rechtliche Qualität haben Verhaltensvorschriften in Anstaltsordnungen von Krankenanstalten?, *Recht der Medizin (RdM)*, 2012/06, p. 288.

LEONHARD Julie, L'obligation d'assurance du pharmacien d'officine, *Revue Droit & Santé*, N° 48, juillet 2012, p. 453.

MAHALATCHIMY A., ET AL., The European Medicines Agency: a public health European agency?, *Medicine and Law*, 31(1), Mar 2012, p. 25.

PETERKOVÁ H., ET AL., The phenomenon of harmonisation in European medical law, *Medicine and Law*, 31(1), Mar 2012, p. 1.

WALLNER F., Zulässiger Aktionsradius des Wohnsitzarztes, *Recht der Medizin (RdM)* 2012/5a, p. 214.

ZORN-MACRET Caroline, Les « notes personnelles » du médecin : les conséquences d'un décret d'arrière-garde, *Revue Droit & Santé*, N° 49, septembre 2012, p. 579.

Génétique humaine et biotechnologies

ANASTASOVA V. / RIAL-SEBAG E., Les tests génétiques en accès libre : quelle protection pour le consommateur européen ?, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, No 5, septembre-octobre 2012, p. 817.

GUISE R., Steffen M. and SHAVER Lea, Why Are Generic Drugs Being Held Up in Transit? Intellectual Property Rights, International Trade, and the Right to Health in Brazil and Beyond, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, Vol. 40 :2, Summer 2012, p.197.

Médecine légale

BRECHAT P.-H., Questions actuelles en France sur l'accès aux soins des personnes détenues, *Bioethica forum*, vol. 5, no. 4, 2012, p. 142.

DAGRON S., Le traitement médical involontaire des délinquants souffrant de troubles mentaux en Allemagne et les droits fondamentaux, *Bioethica forum*, vol. 5, no. 4, 2012, p. 151.

DEVERS G., Misère des prisons : la France condamnée pour atteinte à la vie et traitement inhumain, *Droit, déontologie & soin*, vol. 12, n° 4, décembre 2012, p. 435.

HENNION-JACQUET P., La prise en charge des maladies mentales en prison : un problème systématique et perdurant, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, No 4, juillet-août 2012, p. 678.

JENDLY M., Performance, transparence et accountability: une équation (dé)responsabilisante des professionnels exerçant en prison ?, *Déviance et société*, vol. 36, 3, 2012, p. 243.

MALINVERNI G., GREINER R., La nécessaire introduction du crime de torture dans le Code pénal suisse, *Plaidoyer*, 5/12, p. 38.

Médecine du sport

(pas de notice pour la présente rubrique)

Mesures médicales spéciales

ADERGAL A., transsexualisme: l'expertise pas obligatoire... mais tout comme !, *Droit, déontologie & soin*, vol. 12, n° 3, septembre 2012, p. 283.

BYK C., Les neurosciences : une contribution à l'identité individuelle ou au contrôle social ?, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N° 5, septembre-octobre 2012, p. 800.

IYIOHA I., Public health, cultural norms and the criminal law: an inconvenient union? A case study of female genital cutting, *Medicine and Law*, 31(3), sep, 2012, p. 451.

MACKLIN R., Aesthetic enhancement ? Or human rights violation ?, *Hastings center report*, vol. 42, no. 6, p. 28.

ROGER P., L'expertise judiciaire n'est pas un préalable obligatoire au changement de sexe à l'état civil pour les personnes transsexuelles, *Médecine & droit*, no 117, 2012, p. 176.

Nouvelles techniques de l'information et santé

HOFER P., Rechtliche Aspekte der digitalen Pathologie, *Medizinrecht*, vol. 30, H. 10, p. 636.

LARENG L., Télémedecine aujourd'hui : l'expérience en Midi Pyrénées, *Bull. Acad. Natle Méd.*, 2012, 196, n°1, p. 275.

Personnes âgées et santé

TARZIA I. AND AL., Dementia, sexuality and consent in residential aged care facility, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 609.

Procréation médicalement assistée

BRUNET L., Assistance médicale à la procréation et nouvelles familles : boîte de Pandore ou corne d'abondance ?, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, No 5, septembre-octobre 2012, p. 828.

DAMM R., Prädiktive Gendiagnostik im Familienverband und Haftungsrecht, *Medizinrecht*, vol. 30, H. 11, p. 705.

DIFFORD J., Doubts about a Classic Defence of Abortion, *Human reproduction and genetic ethics*, vol. 17, no 1 (2011), p. 122.

EDUARDO D., RAPOSO VL., Legal aspects of post-mortem reproduction: a comparative perspective of French, Brazilian and Portuguese legal systems, *Medicine and Law*, 31(2), Jun 2012, p. 181.

HAUSKELLER M., Believing in the Dignity of Human Embryos, *Human reproduction and genetic ethics*, vol. 17, no 1 (2011), p. 53.

HEINRICH B., SPRANGER T. M., TAMBORNINO L., Ethische und rechtliche Aspekte der Pränataldiagnostik: Herausforderungen angesichts neuer nicht-invasiver Testverfahren, *Medizinrecht*, vol. 30, H. 10, p. 625.

SALES AA., Medical assisted reproduction and its use in favor of homosexual couples: a legal view, *Medicine and Law*, 31(2), Jun 2012, p. 295.

SHAPSHAY S., Procreative Liberty, Enhancement and Commodification in the Human Cloning Debate, *Health Care Analysis*, vol. 20 issue 4, 2012, p. 356.

SUDRE F., Droit au respect de la vie privée et familiale : Droit de recourir à la procréation médicalement assistée aux fins de diagnostiquer une (maladie génétique (CEDH, 28 août, 2012, no 54270/10, Costa et Pavan c/ Italie), *Semaine Juridique : Édition Générale*, No 39, 24 septembre 2012, p. 1017.

Recherche biomédicale

BELLIVIER F., BRUNET L. ET NOVILLE C., Brevetabilité des cellules souches embryonnaires humaines: quand la réalité technico-économique est rattrapée (non sans ambiguïtés) par l'éthique, - CJUE, gde ch., 18 oct. 2011, no C-34/10, Brüstle c/ Greenpeace, *RDC [Revue des contrats]*, p. 593.

BERRY JG. AND AL., A randomised controlled trial to compare opt-in and opt-out parental consent for childhood vaccine safety surveillance using data linkage, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 619.

DEDERER H.-G., Human-embryonale Stammzellforschung vor dem Aus?-Anmerkung zum Urteil des EuGH v. 18.10.2011, Rs. C-34/10, *Europarecht*, 3, 2012, p. 336.

Dossier par pays (Irlande, Italie, Royaume-Uni, USA) concernant la recherche sur l'embryon, *Human reproduction and genetic ethics*, vol. 17, no 1 (2011), p. 7ss.

DUGUET AM, BOYER-BEVIERE B., Consent to medical research of vulnerable subjects from the French point of view: the example of consent in research in the case of Alzheimer disease, *Medicine and Law*, 30(4), Dec 2011, p. 613.

LAIGNEAU, J.-F., Sécurité des patients et développement des recherches : de la loi Bertrand à la loi Jardé, *Médecine & droit*, n° 117, 2012, p. 163.

LOHÉAC-DERBOULLE P., Constitutionnalité de l'interdiction du prélèvement des cellules du sang de cordon dans un but égoïste, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N° 5, septembre-octobre 2012, p. 851.

MOLÁR-GÁBOR F., Die Herausforderung der medizinischen Entwicklung für das internationale soft law am Beispiel der Totalsequenzierung des menschlichen Genoms, *Zaörv [Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht]*, 72(2012), 4, p. 695.

TAUPITZ J., Medizinische Forschung an jungen und alten Patienten, *Medizinrecht*, vol. 30, H. 9, p. 583.

TAUPITZ J., Der Entwurf einer europäischen Datenschutz-Grundverordnung: Gefahren für die medizinische Forschung, *Medizinrecht*, vol. 30, H. 7, p. 423.

THOUVENIN D., La loi no 2012.300 du 5 mars 2012 : des recherches pratiquées sur la personne aux recherches avec la personne, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N° 5, septembre-octobre 2012, p. 787.

Responsabilité médicale

ADERGAL A., Responsabilité pour un effet iatrogène global, *Droit, déontologie & soin*, vol. 12, n° 4, décembre 2012, p. 431.

ARIES S., Jurisprudence récente sur la perte de chance, *Droit, déontologie & soin*, vol. 12, n° 4, décembre 2012, p. 473.

EVGENIA S., Wrongful life and birth, *Medicine and Law*, 31(1), Mar 2012, p. 97.

GABRIEL A., La validité des clauses limitatives de responsabilité portant sur le dommage corporel, *Revue de la recherche juridique : droit prospectif*, 2, 2012, p. 757.

GEIBLINGER M., Die Arbeitsunfähigkeitsbestätigung als Gefälligkeitsattest, *Recht der Medizin (RdM)* 2012/06, p. 268.

HEIN J. von, Medical Malpractice and Conflict of Laws: Two Recent Judgments by the German Federal Court of Justice, *Yearbook of private international law*, Vol. XIII, 2011, p. 523.

KLESTA L., La responsabilité médicale en Italie; le renouveau du "contrat social", *Revue internationale de droit comparé*, Vol. 64, n°3, 2012, p. 757.

MORADZADEH H., L'appréciation de la faute civile en présence de handicap physique, Une comparaison entre les Etats-Unis et la France, *Revue internationale de droit comparé*, Vol. 64, n°3, 2012, p. 737.

SAIDI A., Condamnation pénale d'un chirurgien pour défaut de surveillance, *Droit, déontologie & soin*, vol. 12, n° 4, décembre 2012, p. 491.

SARGOS P., Le centenaire jurisprudentiel de la chirurgie esthétique: permanences de fond, dissonances factuelles et prospective, *Recueil Dalloz*, no 43, décembre 2012, p. 2903.

SCHMIDT AM BUSCH B., Intersexualität und staatliche Schutzpflichten bei geschlechtszuweisenden Operationen, *Archiv des öffentlichen Rechts*, 137. Bd (2012), Heft 3, p. 441.

Santé mentale et psychique

BARTLETT Peter, "The Necessity must be Convincingly Shown to Exist": Standards for Compulsory Treatment for Mental Disorder Under the Mental Health Act 1983, *Medical law review*, 2011 vol. 19, n° 4, p. 514.

MCHALE Jean V., Mental Health Law and the Eu: The Next New Regulatory Frontier?, *Medical law review*, 2011 vol. 19, n° 4, p. 606.

MCSHERRY B. / WILSON K., Detention and Treatment Down Under: Human Rights and Mental Health Laws in Australia and New Zealand, *Medical law review*, 2011 vol. 19, n° 4, p. 548

STEENBREKER T., Selbstbestimmung und Demenz : medizinethische Grenzen der Patientenverfügung?, *Medizinrecht*, vol. 30, H. 11, p. 725.

STEENBREKER T., Zivilrechtliche Unbeachtlichkeit eines "natürlichen Willens" für den Widerruf der Patientenverfügung, *NJW-Inhalt*, H. 44, 2012, p. 3207.

SIDA, lutte contre les épidémies

ALTMAN D. AND AL., Men who have sex with men, Stigma and discrimination. *Lancet*, 380 (2012), p. 439.

KOBLIN BA. AND AL., Disparities in HIV/AIDS in black men who have sex with men, *Lancet*, 380 (2012), p. 316.

LEBLANC PM. AND AL. Tattoo Ink-related Infections – Awareness, Diagnosis, Reporting and prevention. *New England Journal of Medicine*, 367 (2012), p. 985.

Système de santé, politique de la santé

DIVERS AUTEURS, Actes du colloque « L'Europe de la santé », *Revue générale de droit médical*, N° 44, 2012, p. 11.

LIBERMAN J., Combating Counterfeit Medicines and Illicit Trade in Tobacco Products: Minefields in Global Health Governance, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, Vol. 40 :2, Summer 2012, p. 326.

PRINCE A. E. R. and BERKMAN B. E., When Does an Illness Begin: Genetic Discrimination and Disease Manifestation, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, Vol. 40 :3, Fall 2012, p. 655.

NAU Y., Tabagisme passif. Premières victoires, *Revue médicale suisse*, no 363, 21 novembre 2012, p. 2242.

KARAGIANNIS S., Le droit à la santé dans certains textes internationaux et constitutionnels : encre généreuse utopie et mesquin pragmatisme ?, *Journal du droit international*, no 4, 2012, p. 1137.

PLAGEMANN H., PLAGEMANN F., (Mehr) Wettbewerb im Gesundheitswesen?, *NJW-Inhalt*, H. 6, 2012, p. 2613.

Transplantations

KLEIN M., Organhandel und Menschenhandel zum Zwecke der Organentnahme im österreichischen Strafrecht, *Recht der Medizin (RdM)*, 2012/04, p. 135.

VAN ASSCHE K., GENICOT G., STERCKX S., Using Mentally Incompetent Adults as Living Organ Donors: Widely Diverging Regulations in Europe, *European journal of health law*, no 5, 2012, p. 441.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

BIHL T., Nutzenbewertung der Off-Label-Praxis in Zusammenarbeit mit Kompetenzzentren für klinische Forschung, *BMS*, n° 33, 2012, p 1186.

<http://www.saez.ch/docs/saez/2012/33/fr/BMS-00726.pdf>

GUILLOD O., Le cadre juridique de la transmission des données personnelles aux assureurs, *in*: GUILLOD O. (éd.), Protection des données médicales et transparence... du patient ?, Berne 2012, p. 135.

LEVY G., CADUFF P., STOLLER R., Pharmacovigilance et annonces spontanées d'effets indésirables: 10 ans après la mise en vigueur de la Loi sur les Produits Thérapeutiques, *BMS*, no 4, 2013, p. 101.

<http://www.saez.ch/docs/saez/2013/04/fr/BMS-01184.pdf>

SPRECHER F., Arzneimittel für seltene Krankheiten (orphan drug), *AJP/PJA*, 12/2012, p. 1746.

Assurances sociales

BIAGGINI G., Die Verwendung der AHV-Nummer zur Patientenidentifikation: Verfassungsrechtliche Überlegungen aus Anlass des Vorentwurfs für ein Bundesgesetz über das elektronische Patientendossier, *ZBI*, 2012, p. 335.

BLUM-SCHNEIDER B., Pflege schwer kranker Kinder zu Hause – Wer leistet und wer bezahlt ?, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft*, 4/2012, p. 194.

BURI M. / SCHMID B., Statistique de l'AI 2010 : l'effectif des rentes continue de baisser, *Sécurité sociale*, CHSS 3/2011, p. 144.

DUJON J.-L., Chirurgie ambulatoire et hospitalisation, choix du médecin, droit aux prestations en cas de séjour dans un établissement non reconnu, *AJP/PJA*, 8/2012, p. 1079.

DUPONT A.-S., LONGCHAMP G., Assurances sociales : jurisprudence choisie : une analyse de la jurisprudence récente sur quatre thèmes: l'appréciation médico-théorique de l'invalidité, la notion d'atteinte à la santé, le début de l'incapacité de travail et l'invalidité, la procédure, *Plaidoyer*, 4/2, p. 43.

EGGLI Y. et al., Indicateurs de santé dans le domaine ambulatoire, *Sécurité sociale*, CHSS 3/2011, p. 151.

HARTMANN R., Des entreprises sociales pour les personnes handicapés ?, *Sécurité sociale*, CHSS 3/2011, p. 113.

HEDINGER B., Datenschutz im Sozialversicherungsrecht – Weitergabe von Krankendaten an die Krankenkassen, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft*, 4/2012, p. 252.

HURZELER M., Die Rechtsprechung des Bundesgerichts zum Sozialversicherungsrecht (AHV/IV/EO/berufliche Vorsorge) in den Jahren 2008 und 2009 (BGE 134 und 135), *Revue de la société des juristes Bernois*, ZBJV 147/2011, p. 700.

JAGGI M., Le Parlement a décidé : tous les indépendants de Suisse auront droit aux allocations familiales, *Sécurité sociale*, CHSS 3/2011, p. 136.

JAMIESON A., LANDOLT H., Ersatzpflicht des Krankenversicherers für Kommunikationsleistungen in der Pflege, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft*, 3/2012, p. 130.

KELLER D., Allocations d'intégration professionnelle pour chômeurs de longue durée, *Sécurité sociale*, CHSS 3/2011, p. 124.

KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht – Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ*, 108 (2012) N° 23, p. 570.

KIESER U., Soziale Risiken im Pflegebereich – Hinweise zum Unfall, zur unfallähnlichen Körperschädigung und zur Berufskrankheit, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft*, 3/2012, p. 140.

LEU A., BISCHOFBERGER I., Pflegendе Angehörige als Angestellte in der Spitex: Eine Annäherung aus rechtlicher, qualifikatorischer und konzeptioneller Perspektive, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft*, 4/2012, p. 210.

PAOLINO M., Entreprises sociales ou entreprises plus sociales ?, *Sécurité sociale*, CHSS, 3/2011, p. 109.

RÜEGG D., Transmission de données par les fournisseurs de prestations médicales aux organes de l'assurance-accidents obligatoire et de l'assurance militaire, *Bulletin des médecins suisses [BMS]*, n° 51-52, 2012, p. 1901.
<http://www.saez.ch/docs/saez/2012/5152/fr/BMS-01171.pdf>

SARAGA M. ET AL., Durcissement des lois sociales et santé des migrants forcés : trois ans après la Loi sur l'asile (LAsi), *Revue médicale suisse*, no 354, 19 septembre 2012, p. 1786.

SCHLANSE R., Qui utilise les crèches en Suisse ?, *Sécurité sociale, CHSS*, 3/2011, p. 139.

Droits des patients, droit de la personnalité

BODENMANN P., L'accès aux soins des migrants en Suisse, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, No 5, septembre-octobre 2012, p. 869.

FOUNTOULAKIS C., GAIST C., Les mesures personnelles anticipées : les directives anticipées du patient et le mandat pour cause d'inaptitude, *Fampra*, H. 4, 2012, p. 867.

MEIER P., Le point sur le droit des personnes physiques et le droit de protection de l'adulte-Entwicklungen im Personenrecht (natürliche Personen) und im Erwachsenenschutzrecht, *SJZ*, 108 (2012) N° 19, p. 461.

Ethique biomédicale

CHEVROLET J.-C., la mort cérébrale : un concept criticable ?, *Rivista per le medical humanities*, Anno 6, nr 23, Settembre-Dicembre 2012, p. 93.

MARINO I. R., Il dibattito sulla morte e sulla vita, *Rivista per le medical humanities*, Anno 6, nr 23, Settembre-Dicembre 2012, p. 89.

Euthanasie

MARTIN J., Assistance au suicide : un témoignage fort sur des enjeux complexes, *BMS*, n° 34, 2012, p. 1242.

<http://www.saez.ch/docs/saez/2012/34/fr/BMS-00781.pdf>

SCHAFROTH M., Suizidhilfe ist Teil der ärztlichen Aufgaben: die Zeit ist reif für eine Anpassung der SAMW-Richtlinien, *BMS*, n° 34, 2012, p. 1226.

<http://www.saez.ch/docs/saez/2012/34/fr/BMS-00791.pdf>

VAERINI M., Droit à l'autodétermination et nouveau droit de protection de l'adulte : la question de la fin de vie, *RMA*, 2012, p. 378.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

FLÜHMANN P., Infektionskrankheiten im Strafvollzug – eine Wissensvermittlung für Gefangene, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft*, 3/2012, p. 158

GUILLOD O., AMEY L., Le secret médical est-il en voie d'érosion ? Un regard helvétique, *in* : Le secret médical, Bordeaux 2012, p. 185.

HENSCH A., Gesundheitsschutz in Spitex-Organisationen, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft*, 3/2012, p. 185

OPPENHEIM D., "Face à l'enfant qui peut ou qui va mourir", *Revue internationale de soins palliatifs*, 2011, vol. 26, n° 1, p. 7.

Génétique humaine et biotechnologies

GUILLOD O., KRAUS D., Développement humain artificiel, dopage génétique et brevets, *in* : RIGOZZI A., SPRUMONT D. (éds), Citius, Altius, Fortius. Mélanges en l'honneur de Denis Oswald, Bâle 2012, p. 709.

WILDHABER I., Aktuelle Rechtsprechung zum Patentschutz für Gene und Gensequenzen, *SIC !*, 11/2012.

Médecine légale

HANDKE V. ET AL., Facing the challenges of an increasingly ageing prison population in Switzerland: in search of ethically acceptable solutions, *Bioethica forum*, vol. 5, no. 4, 2012, p. 134.

MARTIN J., A quand plus de lucidité en matière de politique de la drogue?, *BMS*, n° 39, 2012, p. 1442.

<http://www.saez.ch/docs/saez/2012/39/fr/BMS-00922.pdf>

MAUSBACH J., Medizinische Zwangsmassnahmen im Freiheitsentzug am Beispiel der Zwangsmedikation: Rechts(grund)lage, *Bioethica forum*, vol. 5, no. 4, 2012, p. 128.

Médecine du sport

(pas de notice pour la présente rubrique)

Mesures médicales spéciales

(pas de notice pour la présente rubrique)

Nouvelles techniques de l'information et santé

(pas de notice pour la présente rubrique)

Personnes âgées et santé

MÜLLER C., Le contrat d'assistance en EMS, *in* : BOHNET F. et GUILLOD O. (éds), Le nouveau droit de la protection de l'adulte, Bâle et Neuchâtel 2012, p. 249.

Procréation médicalement assistée

(pas de notice pour la présente rubrique)

Recherche biomédicale

HURTS S., MAURON A., Expérimentation animale : une pesée en déséquilibre, *Bioethica forum*, vol. 5, no. 1, 2012, p. 128.

ROMAGNOLI S., BÜRKL P., HALTER J., Règles de consentement pour l'utilisation d'échantillons biologiques à des fins de recherche dans le cadre de la HSCT en Suisse, *Bioethica forum*, vol. 5, no. 3, 2012, p. 103.

Responsabilité médicale

GUILLOD O., La responsabilité dans les hôpitaux publics, *in* : La responsabilité de l'Etat, Genève-Zurich-Bâle 2012, p. 231

HERZOG-ZWITTER I., Kind als Schaden, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft*, 3/2012, p. 150.

JUNOD V., Suivi et diagnostic médicaux: deux jugements récents du Tribunal fédéral, *Bulletin des médecins suisses*, n° 40, 2012, p. 1470.

<http://www.saez.ch/docs/saez/2012/40/fr/BMS-00885.pdf>

Santé mentale et psychique

AMEY L., CHRISTINAT R., Le placement à des fins d'assistance, *in* : BOHNET F. et GUILLOD O. (éds), *Le nouveau droit de la protection de l'adulte*, Bâle et Neuchâtel 2012, p. 283.

SIDA, lutte contre les épidémies

(pas de notice pour la présente rubrique)

Système de santé, politique de la santé

GASPOZ JM, ZEMP L., Faire face à la pénurie d'effectifs dans la santé publique en Suisse, *Bulletin des médecins suisses*, N° 50, 2012, p. 1848.

<http://www.saez.ch/docs/saez/2012/50/fr/BMS-01012.pdf>

LEPORI A. E MARAZZI C., La salute del lavoro, *Rivista per le medical humanities*, Anno 6, nr 23, Settembre-Dicembre 2012, p. 39.

Transplantations

GERACI P. M., La storia del trapianto, *Rivista per le medical humanities*, Anno 6, nr 23, Settembre-Dicembre 2012, p. 79.

ZAMPERETTI N., Le aporie della « donazione a cuore non battente », *Rivista per le medical humanities*, Anno 6, nr 23, Settembre-Dicembre 2012, p. 98.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

GUILLOD O. (éd.), *Protection des données médicales et transparence... du patient ?*, 19e Journée de droit de la santé, Neuchâtel 2012

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>
